



**CAISSE COMMUNE
DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

**RAPPORT ANNUEL DU COMITE MIXTE
DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION

✓ SUPPLEMENT No 8 (A/5208)

NATIONS UNIES

**CAISSE COMMUNE
DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

**RAPPORT ANNUEL DU COMITE MIXTE
DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS
DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES**

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT No 8 (A/5208)



NATIONS UNIES
New York, 1962

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
I. — Introduction	1
II. — Organisations affiliées	1
III. — Vérification des comptes de la Caisse.....	1
IV. — Fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1961.....	1
V. — Onzième session du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.....	2

ANNEXES

ANNEXE I. — Etats financiers pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961	
<i>Etat 1.</i> — Actif et passif.....	6
<i>Etat 2.</i> — Recettes et dépenses.....	7
<i>Etat 3.</i> — Capital de la Caisse.....	8
<i>Etat 4.</i> — Réserve de stabilisation de l'intérêt.....	12
<i>Etat 5.</i> — Dépenses d'administration.....	12
<i>Etat 6.</i> — Portefeuille: état récapitulatif.....	13
<i>Etat 7.</i> — Portefeuille: comparaison entre la valeur comptable et la valeur en bourse au 30 septembre 1960 et au 30 septembre 1961....	14
ANNEXE II. — Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961....	
	15
ANNEXE III. — Statistiques relatives au fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 1961.....	
<i>Tableau 1.</i> — Nombre de participants ordinaires.....	15
<i>Tableau 2.</i> — Nombre de participants associés.....	15
<i>Tableau 3.</i> — Classement médical des participants ordinaires.....	16
<i>Tableau 4.</i> — Pourcentage des participants ordinaires classés dans les catégories 2 et 3, par rapport aux quatre années précédentes.....	16
<i>Tableau 5.</i> — Classement médical des participants associés.....	16
<i>Tableau 6.</i> — Pourcentage des participants associés classés dans les catégories 2 et 3 par rapport aux trois années précédentes.....	16
<i>Tableau 7.</i> — Prestations servies à des participants ordinaires (ou à leurs ayants droit) dont la participation a pris fin au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1961.....	17
<i>Tableau 8.</i> — Prestations servies à des participants associés (ou à leurs ayants droit) dont la participation a pris fin au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1961.....	17
<i>Tableau 9.</i> — Etat des prestations périodiques servies au 30 septembre 1961 à des participants ordinaires ou à leurs ayants droit.....	17
<i>Tableau 10.</i> — Etat des prestations périodiques servies au 30 septembre 1961 à des participants associés ou à leurs ayants droit.....	18
ANNEXE IV. — Résolutions adoptées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions à sa onzième session.....	
	18
ANNEXE V. — Recommandations à l'Assemblée générale en vue de l'amende- ment des statuts de la Caisse commune des pensions.....	
	20
ANNEXE VI. — Règlement administratif modifié par le Comité mixte....	
	33

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Rapport annuel présenté à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations affiliées à la Caisse par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions

I. — Introduction

1. Conformément à l'article XXXV des statuts de la Caisse, le Comité mixte a l'honneur de soumettre le présent rapport à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et aux autres organisations affiliées.

2. Le rapport comprend les états financiers de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961

et le rapport y relatif du Comité des commissaires aux comptes. Il contient également des statistiques relatives au fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice. Enfin, il rend compte de la onzième session du Comité mixte de la Caisse commune des pensions qui s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 24 avril au 4 mai 1962, et des résolutions adoptées par le Comité à cette session.

II. — Organisations affiliées

3. Sont affiliées à la Caisse les 11 organisations suivantes :

- Organisation des Nations Unies (ONU) ;
- Organisation internationale du Travail (OIT) ;
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;
- Organisation mondiale de la santé (OMS) ;
- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) ;
- Organisation météorologique mondiale (OMM) ;
- Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce (CIOIC) ;
- Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ;
- Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (IMCO) ;
- Union internationale des télécommunications (UIT).

III. — Vérification des comptes de la Caisse

4. Conformément à l'article XXXIX des statuts de la Caisse, le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU a vérifié la comptabilité de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961. Le rapport du Comité des commissaires aux comptes figure à l'annexe II. Le Comité mixte tient à remercier le Comité des commissaires aux comptes de son précieux concours.

IV. — Fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1961

5. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1961, le nombre des participants à la Caisse est passé de 11 128 à 11 765 et le nombre des participants associés de 3 387 à 4 611. Une ventilation de ces chiffres par organisations affiliées et par classement médical figure aux tableaux 1 à 6 de l'annexe III.

6. Au cours de cet exercice, le capital de la Caisse est passé de 105 385 113 dollars à 121 748 420 dollars. On trouvera aux états 1 à 5 de l'annexe I un exposé détaillé des comptes de la Caisse.

7. Le rendement réel des placements de la Caisse a été de 3,88 pour 100 l'an, dont 0,76 pour 100 ont été

versés à la réserve de stabilisation de l'intérêt et 3,12 pour 100 portés en recettes pour la période considérée. Un état récapitulatif des placements au 30 septembre 1961 et une comparaison entre la valeur comptable et la valeur en bourse à cette date et au 30 septembre 1960 figurent aux états 6 et 7 de l'annexe I. On trouvera à l'état 4 de l'annexe I des détails concernant la réserve de stabilisation de l'intérêt.

8. Au 30 septembre 1961, la Caisse servait 421 pensions de retraite, 27 rentes viagères, 165 pensions de veuve, 45 prestations d'invalidité, 252 pensions d'enfant et deux prestations au titre de personne à charge au

second degré. Au cours de l'exercice terminé le 30 septembre 1961, la Caisse a effectué 729 versements au titre de la liquidation des droits en cas de départ, dont 482 à des participants ayant moins de cinq ans de

service et 247 à des participants ayant plus de cinq ans de service. On trouvera aux tableaux 7 à 10 de l'annexe III des détails complémentaires concernant les prestations.

V. — Onzième session du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

9. Le Comité mixte a tenu sa onzième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 24 avril au 4 mai 1962.

10. Les comités locaux des organisations affiliées à la Caisse ont accrédité auprès du Comité mixte les représentants, les représentants suppléants et les observateurs suivants:

<i>Représentants</i>	<i>Suppléants</i>	<i>Origine de la délégation</i>
<i>Organisation des Nations Unies</i>		
* M. A. F. Bender	* M. A. C. Liveran	Assemblée générale
* M. C. H. W. Hodges	* M. B. T. Nolan	Assemblée générale
* M. B. Turner	* M. W. McCaw	Secrétaire général
* M. D. Vaughan	M. L. Michelmores	Secrétaire général
	* Mme A. Weil	Secrétaire général
	* M. D. Miron	Secrétaire général
* M. M. Schreiber	* M. S. B. Shields	Participants
* M. A. Landau	* M. P. Cox	Participants
	Mme P. K. Tsien	Participants
	M. I. Godin	Participants
<i>Organisation internationale du Travail</i>		
* M. H. S. Kirkaldy	* M. C. R. McCord	Organe directeur
* M. A. Zelenka		Participants
<i>Observateurs: * M. H. Reymond</i>		
* M. M. Dann		
<i>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture</i>		
* M. V. de Asarta	M. D. B. Eddy	Organe directeur
* M. E. S. Abensour	M. P. Kohn	Participants
<i>Observateurs: * M. J. L. Orr</i>		
* M. H. Reuben		
<i>Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture</i>		
* M. M. Zulawski		Organe directeur
* M. R. Piat	* Mme J. F. Benard	Chef du Secrétariat
	M. A. Gagliotti	Chef du Secrétariat
<i>Organisation mondiale de la santé</i>		
* Le Dr H. van Zile Hyde	Le Dr D. Castillo	Organe directeur
* M. J. I. Armstrong	Mlle B. Newton	Chef du Secrétariat
	Le Dr R. Coigney	
<i>Observateur: * M. A. C. van Pernis</i>		
<i>Organisation de l'aviation civile internationale</i>		
* M. J. Berrier		Chef du Secrétariat
* M. F. X. Byrne		Participants
<i>OMM, AIEA, IMCO, UIT</i>		
* M. L. Meana		Participants

* Ont effectivement participé aux travaux de la onzième session du Comité mixte.

11. Les personnes dont les noms suivent ont également assisté à certaines séances de la onzième session du Comité mixte:

M. R. McAllister Lloyd, président du Comité des placements;

M. George Buck, actuaire-conseil;

Le Dr Szeming Sze, médecin-conseil;

M. D. J. Medley, président du Comité permanent;

M. N. Monod, secrétaire du Comité des placements.

12. Le Bureau était ainsi composé:

Président: M. Marc Schreiber (représentant les participants de l'Organisation des Nations Unies);

Premier Vice-Président: M. C. R. McCord (représentant l'organe directeur de l'Organisation internationale du Travail);

Deuxième Vice-Président: M. J. Berrier (représentant le chef du secrétariat de l'Organisation de l'aviation civile internationale);

Rapporteur: M. F. X. Byrne (représentant les participants de l'Organisation de l'aviation civile internationale).

13. M. H. R. Wilmot, secrétaire du Comité, a assisté à toutes les séances en cette qualité.

14. Pour ce qui est de l'expédition des affaires courantes inscrites à l'ordre du jour, le Comité mixte a notamment :

a) Reçu les états financiers de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961 (voir annexe I) et en a pris acte;

b) Autorisé le Comité permanent à recevoir en son nom le rapport du Comité des commissaires aux comptes de l'ONU sur les états financiers de la Caisse. Le Comité permanent a reçu ce rapport et en a pris acte (voir annexe II) le 22 juin 1962¹;

c) Reçu le rapport du Comité permanent sur ses travaux depuis la dixième session du Comité mixte, et en a pris acte;

d) Entériné le projet de budget d'administration de la Caisse pour l'exercice 1963 présenté par le secrétaire et approuvé par le Comité permanent; approuvé un crédit supplémentaire de 2 000 dollars en vue de la réunion en 1963 du Comité d'actuaire qui doit être institué en vertu de l'article XXIX des statuts. [Voir annexe IV, résolution 4 (XI).] Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, les dépenses de la Caisse pour 1963 s'élèveront à 203 100 dollars;

e) Reçu les rapports du secrétaire sur les admissions à la Caisse et sur la perte du droit à des prestations, et en a pris acte;

f) Reçu le rapport du médecin-conseil, et en a pris acte;

g) Reçu les rapports du Comité des placements sur les placements de la Caisse, et en a pris acte. M. R. McAllister Lloyd, président du Comité des placements, a participé à un débat général sur les placements au cours duquel le Comité mixte a fait les suggestions ci-après :

i) Les rapports du Comité des placements devraient être un peu plus circonstanciés;

ii) Le Comité des placements pourrait envisager la possibilité d'adopter une politique de placement plus active en vue d'accroître le rendement actuel;

iii) Le Comité des placements pourrait donner son avis sur la possibilité de relever certaines prestations en utilisant à cette fin une partie des gains en capital non réalisés;

iv) Le Comité des placements pourrait examiner si, alors que de nombreuses devises autres que le dollar sont convertibles, il est encore nécessaire ou souhaitable de limiter les placements aux titres libellés en dollars.

Les suggestions susmentionnées ont été communiquées au Secrétaire général par intérim de l'Organisation des Nations Unies conformément aux statuts de la Caisse;

h) Adopté le rapport annuel du Comité mixte à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies et aux organisations affiliées, sous réserve de l'approbation par le Comité permanent du texte définitif du chapitre V. Le Comité permanent a approuvé le chapitre V le 22 juin 1962.

15. Le Comité mixte a examiné aussi un certain nombre de questions actuarielles, des amendements aux statuts et au règlement administratif et la question de l'ajustement des pensions servies.

¹ Le Comité permanent a prié le secrétaire du Comité mixte de donner suite à la proposition formulée au paragraphe 5 du rapport du Comité des commissaires aux comptes (annexe II).

Questions actuarielles

16. Le Comité mixte a examiné le rapport établi par l'actuaire-conseil sur la sixième évaluation actuarielle de la Caisse au 31 mars 1961 dans lequel l'actuaire-conseil estimait que la Caisse accusait à cette date un déficit actuariel de 1 483 957 dollars. Le Comité mixte a décidé de combler le déficit par un prélèvement sur la réserve de stabilisation de l'intérêt. [Voir annexe IV, résolution 1 (XI).]

17. Le Comité mixte a, en outre, décidé de remplacer la réserve de stabilisation de l'intérêt par une réserve pour imprévus, conformément à une proposition formulée par le Groupe d'étude du régime des pensions. [Voir annexe IV, résolution 2 (XI).]

18. Le Comité mixte a également examiné la question du taux de la cotisation des participants associés, compte tenu de la conclusion de l'actuaire-conseil selon laquelle l'expérience acquise semblait indiquer qu'un taux de 2,39 pour 100 serait approprié. Toutefois, étant donné la situation de la Caisse dans son ensemble et le nombre de participants associés qui devenaient ensuite des participants ordinaires, les membres du Comité mixte ont été d'accord pour reconnaître qu'il ne fallait pas envisager actuellement de modifier le taux de 4,50 pour 100. [Voir annexe IV, résolution 1 (XI).]

19. Le Comité mixte a adopté une recommandation du Comité permanent tendant à ce que la septième évaluation actuarielle de la Caisse soit établie au 30 septembre 1963.

20. Les membres du Comité mixte se sont mis d'accord sur une liste d'actuaire indépendants qui ont été recommandés au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour siéger au Comité d'actuaire conformément à l'article XXIX des statuts. Le Comité mixte a autorisé le Comité permanent à agir en son nom au cas où il faudrait désigner d'autres membres².

Classement médical

21. Le Comité mixte a examiné la possibilité de modifier la pratique habituellement suivie en ce qui concerne le classement médical. D'une part, on a proposé d'abolir la catégorie 3 et, d'autre part, de supprimer complètement le classement médical, les restrictions aux prestations prévues à l'article IX des statuts n'étant appliquées que dans le cas où l'invalidité ou le décès d'un participant ou d'un participant associé n'ayant pas satisfait aux normes médicales requises pour l'emploi résultait de la cause même pour laquelle l'intéressé n'avait pas satisfait aux normes.

22. Le médecin-conseil a recommandé au Comité mixte de ne pas se fier uniquement à l'examen médical de préemploi, tant que toutes les organisations affiliées n'appliqueraient pas des normes comparables. Il a également informé le Comité mixte qu'il serait extrêmement difficile, dans bien des cas, de déterminer la cause directe du décès ou de l'invalidité.

23. Le Comité mixte a décidé de renvoyer à sa douzième session toute décision sur cette question et de charger le Comité permanent dans l'intervalle d'en approfondir l'étude.

² Sur la recommandation du Comité mixte, le Secrétaire général par intérim a désigné comme membres du Comité d'actuaire M. Robert Myers (Etats-Unis d'Amérique) [actuaire principal, Administration de la sécurité sociale, Département de la santé, de l'éducation et de la protection sociale]; M. Gonzalo Arriba (Equateur) [Directeur de l'Institut interaméricain d'études sur la sécurité sociale, Mexico]; M. Francis Netter (France) [Inspecteur général de la sécurité sociale, Ministère du travail].

Amendements aux statuts

24. Le Comité mixte a décidé de recommander à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies aux fins d'adoption un certain nombre d'amendements proposés par son Comité permanent, amendements qui visaient surtout à supprimer certaines anomalies qui s'étaient révélées depuis la mise en vigueur du nouveau système le 1er avril 1961, à rendre plus clair et plus précis un texte qui, au cours des années, avait fait l'objet de changements successifs et à harmoniser les articles traitant de questions connexes telles que la participation associée, la participation ordinaire, la validation des services dont la rémunération n'a pas été soumise à retenue et la restitution du bénéfice de la période d'affiliation antérieure en cas de rengagement.

25. Le Comité mixte a en outre décidé, après avoir examiné un rapport présenté par son Comité permanent sur les prestations d'invalidité, de recommander un certain nombre de modifications aux articles pertinents des statuts afin de mieux coordonner la pratique d'une organisation affiliée en ce qui concerne le licenciement d'un fonctionnaire qui n'est plus capable de remplir ses fonctions et celle de la Caisse des pensions en ce qui concerne le paiement des prestations d'invalidité ainsi que de préciser les circonstances et les conditions dans lesquelles est suspendu ou terminé le service des prestations d'invalidité. Le Comité mixte a décidé d'inviter le Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA) à apporter aux procédures de licenciement les modifications voulues pour faire en sorte qu'un examen médical final soit exigé de tout fonctionnaire qui quitte le service et que les décisions de licenciement pour raisons de santé ainsi que les propositions en vue du versement d'une pension d'invalidité soient fondées sur le même avis médical. [Voir annexe IV, résolution 7 (XI).]

26. Le Comité mixte ne s'est pas jugé en mesure à l'heure actuelle de proposer d'amender les statuts pour tenir compte d'une proposition formulée par le CCQA, à savoir que, dans le cas où le bénéficiaire d'une pension d'invalidité est guéri, mais non rengagé, on ne devrait pas déduire du montant du règlement de départ le montant des prestations d'invalidité qu'il a perçues.

27. Le Comité mixte a en outre décidé de recommander des amendements aux statuts concernant la liquidation des droits en cas de départ, les contributions volontaires et la composition du Comité.

28. Le Comité mixte a adopté la résolution 3 (XI) [voir annexe IV]. Des détails concernant les amendements que l'Assemblée générale est invitée à approuver, ainsi que des commentaires à ce sujet, figurent à l'annexe V.

29. Le Comité a reconnu que si les amendements proposés auront pour effet d'éclaircir dans une certaine mesure le texte actuel des statuts, il restera encore beaucoup à faire à cet égard. Il a décidé de demander au Comité permanent d'entreprendre cette tâche avant la douzième session. Au cours de l'étude qu'il effectuera, le Comité permanent examinera les questions ci-après :

i) La possibilité de faire en sorte qu'un participant associé qui devient participant ordinaire ne perde pas de ce fait le droit à une prestation d'invalidité ou de décès en ce qui concerne la période au cours de laquelle les cotisations étaient payées pour lui en tant que participant associé.

ii) Les mesures à prendre pour sauvegarder la situation d'un participant qui fait valider des services antérieurs, qui s'acquitte en plusieurs versements et qui

vient à décéder, ou est frappé d'invalidité avant d'avoir liquidé sa dette.

iii) Les mesures à prendre lorsqu'un participant décède en laissant plusieurs veuves et que l'une ou plusieurs d'entre elles meurent ou se remarient. A ce sujet, le Comité mixte a suggéré que le Comité permanent demande un avis juridique quant aux règles appliquées dans les régimes de pension nationaux.

iv) L'harmonisation, dans les statuts, des conditions de la participation ordinaire et de la participation associée.

30. Le Comité mixte a autorisé le Comité permanent à s'occuper de toutes les questions imprévues qui pourraient se poser à propos des amendements aux statuts, étant entendu que les comités locaux seraient dûment informés.

Règlement administratif

31. Le Comité mixte a adopté un texte révisé du règlement administratif, qui supprime les dispositions redondantes, corrige les renvois erronés aux statuts et mentionne, là où il y a lieu, les participants associés. Le Comité mixte a en outre inséré dans le règlement une définition de "l'enfant à charge", conformément au paragraphe 4 de l'article VIII des statuts.

32. Le texte complet révisé du règlement administratif figure à l'annexe VI. Les amendements supplémentaires adoptés par le Comité mixte, qui entreront en vigueur quand l'Assemblée générale aura approuvé les amendements proposés par le Comité aux articles V, VI et XXII des statuts, figurent également dans les parties pertinentes du texte.

Règlement intérieur

33. Sur la recommandation du Comité permanent, le Comité mixte a adopté un règlement intérieur provisoire, fondé sur le règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Ajustement des pensions

34. Le Comité mixte a examiné un rapport du Comité permanent qui recommandait :

a) Que le Comité permanent poursuive l'étude approfondie de la question de l'ajustement des pensions déjà octroyées et fasse rapport à ce sujet au Comité mixte à sa douzième session ;

b) Que dans l'intervalle, le Comité mixte recommande à l'Assemblée générale d'approuver, pour les pensions déjà octroyées et les autres prestations périodiques, une majoration annuelle de 1 pour 100 à partir d'une date à déterminer, étant entendu que la situation serait réexaminée par le Comité mixte à sa douzième session, compte tenu de la septième évaluation actuarielle de la Caisse.

35. Après avoir examiné le rapport du Comité permanent et les autres propositions présentées à la onzième session, le Comité mixte a adopté une résolution tendant à ce que le Comité permanent poursuive l'étude détaillée de la question et présente, à la douzième session, un rapport contenant des recommandations sur les mesures à prendre ; que, dans son étude, le Comité permanent tienne compte de toutes les propositions formulées à la onzième session du Comité mixte, notamment par les représentants de la FAO et de l'OIT et que le rapport du Comité permanent soit communiqué, au plus tard le 1er janvier 1964, aux comités locaux aux fins d'examen. [Voir annexe IV, résolution 5 (XI).]

36. Lorsqu'il a adopté ladite résolution, le Comité mixte a reconnu que le Comité permanent pourrait estimer nécessaire de s'assurer le concours d'un expert et il l'a autorisé à engager les frais qu'il jugerait raisonnables à cet effet.

37. Le Comité mixte s'est également demandé s'il convenait de prendre des mesures provisoires en attendant que le Comité permanent ait établi son rapport et que les décisions correspondantes aient été prises; il a conclu que certaines mesures s'imposaient. En conséquence, le Comité mixte a décidé de recommander que l'Assemblée générale soit priée d'autoriser, à partir du 1er janvier 1962 et jusqu'à la fin de l'année 1964, une augmentation de 1 pour 100 des pensions servies, cette augmentation ne devant toutefois pas s'appliquer dans certains cas déterminés, tels que ceux où intervient un montant minimum ou un montant maximum des prestations [Voir annexe IV, résolution 6 (XI).]

Rapport annuel aux participants

38. Le Comité mixte a approuvé le principe d'un rapport annuel. Il a décidé que le Secrétaire saisisrait le Comité permanent d'un projet dont le texte définitif serait transmis aux secrétariats des comités locaux aux fins de reproduction et de distribution aux participants et aux participants associés; le secrétariat du Comité mixte ferait parvenir un exemplaire du rapport aux retraités.

Juridiction compétente pour connaître des recours

39. Le Comité mixte a noté que l'OMS avait reconnu la compétence du Tribunal administratif des Nations Unies, aux fins de l'article XLI des statuts.

Comité permanent

40. Le Comité mixte a noté que la nouvelle composition du Comité permanent, décidée par lui à sa dixième session pour prendre effet à sa onzième session, prévoit neuf membres et neuf suppléants qui sont nommés parmi les membres du Comité mixte. Jugeant qu'il était souhaitable, pour des raisons pratiques, d'adopter une méthode plus souple pour choisir les membres et les suppléants du Comité permanent, le Comité mixte a décidé d'amender le texte actuel de la disposition E.9 du règlement administratif de façon que les membres et suppléants du Comité permanent puissent être élus parmi les membres et suppléants du Comité mixte ou des comités locaux.

41. Pour la même raison, le Comité mixte a décidé de ne tenir compte que dans la mesure du possible de la partie inférieure du tableau qui figure dans la disposition E.10 du règlement administratif et indique de quelle manière chaque institution spécialisée ou groupe d'institutions spécialisées doit être représenté pendant la période 1962-1964.

42. Le Comité mixte a élu membres et suppléants du Comité permanent les personnes dont les noms suivent:

<i>Membres</i>	<i>Suppléants</i>	<i>Représentant</i>
<i>Comité des pensions du personnel de l'ONU:</i>		
M. A. F. Bender	M. C. H. W. Hodges	Assemblée générale
M. L. Michelmore	M. W. McCaw	Secrétaire général
M. M. Schreiber	M. A. Landau	Participants
<i>Comités des pensions du personnel des institutions spécialisées:</i>		
M. D. B. Eddy (FAO)	M. V. de Asarta (FAO)	} Organe directeur
M. C. R. McCord (OIT)	M. H. S. Kirkaldy (OIT)	
M. A. Gagliotti (UNESCO)	M. J. Berrier (OACI)	} Chef du Secrétariat
Le Dr R. Coigney (OMS)	Mlle B. Newton (OMS)	
M. F. X. Byrne (OACI)	M. C. C. Head (OACI)	} Participants
M. L. Meana (AIEA)	M. A. Zelenka (OIT)	

43. Le Comité a décidé de déléguer ses pouvoirs au Comité permanent pour que ce dernier se prononce en son nom sur les questions énumérées ci-dessous, en plus de celles qui sont mentionnées expressément dans d'autres passages du présent rapport:

- Nomination d'un secrétaire adjoint;
- Projet de budget relatif aux dépenses d'administration de la Caisse;
- Toute décision à prendre en ce qui concerne un recours qui doit être porté devant le Tribunal administratif des Nations Unies;
- Observations et suggestions éventuelles au sujet des placements de la Caisse, conformément à l'ar-

ticle XXV des statuts, au cours de la période entre la onzième et la douzième sessions du Comité mixte.

Date et lieu de la douzième session du Comité mixte

44. Le Comité mixte a décidé de tenir sa douzième session en Europe en 1964, le lieu et la date devant être déterminés par le Comité permanent.

Questions diverses

45. A la demande du secrétaire et en attendant la nomination d'un secrétaire adjoint, le Comité mixte a autorisé M. Finn Bonnevie à ordonnancer le paiement des prestations en cas d'absence du secrétaire, conformément à l'article XXIII des statuts.

ANNEXES

ANNEXE I

Etats financiers pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961

ACTIF ET PASSIF AU 30 SEPTEMBRE 1961

Etat 1

<i>Actif</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
Disponible:		
En banque		419 857,63
Cotisations à recevoir des organisations affiliées		2 029 749,57
Intérêts échus (placements)		1 069 620,61
Portefeuille:		
Obligations — au prix d'achat, compte tenu de l'amortissement des primes et des escomptes (valeur en bourse — 91 047 360 dollars) ..	97 240 035,78	
Actions — au prix d'achat (valeur en bourse — 41 278 312 dollars) ..	26 609 655,78	123 849 691,56
Prestations versées par anticipation		52 348,42
		<u>127 421 267,79</u>
<i>Passif et capital de la Caisse</i>		
Prestations — anciens participants:		
De départ — versement en capital	385 493,22	
De départ — rentes	41 874,62	
De décès (autres que les prestations versées aux enfants)	21 249 27	
D'invalidité	5 050,43	
De retraite	4 979,11	
D'enfant	4 912 64	463 559,29
Prestations — anciens participants associés:		
D'invalidité	943,20	
De décès — veuves	861,79	1 804,99
En dépôt:		
Prestations de départ — conservées 3 ans	147 008,88	
Organisations affiliées	108 000,00	
Cotisations versées par anticipation	40 718,98	295 727,86
Divers à payer:		
Paielements effectués par l'ONU pour le compte de la Caisse		171 299,04
Réserve de stabilisation de l'intérêt (voir état 4)		4 626 206,18
Réserve pour ajustement des pensions en cours [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale]		114 249,55
Capital de la Caisse:		
Au 1er octobre 1960	105 385 113,05	
Excédent des recettes sur les dépenses pendant l'exercice terminé le 30 septembre 1961	16 363 307,83	121 748 420,88
		<u>127 421 267,79</u>

CERTIFIÉ EXACT:

Le Contrôleur par intérim de l'ONU,
(pour les disponibilités et les
placements de la Caisse)
(Signé) Wm. McCaw
27 février 1962

Le Secrétaire du Comité mixte
de la Caisse commune des pensions
du personnel des Nations Unies,
(Signé) H. WILMOT
27 février 1962

ATTESTATION DE VERIFICATION

Le présent état de l'actif et du passif a été vérifié conformément aux instructions que nous avons données. Nous avons recueilli tous les renseignements et explications nécessaires et nous certifions, à la suite de cette vérification, qu'à notre avis le présent état et l'état y afférent des recettes et des dépenses sont exacts.

24 mai 1962

(Signé) L. GÖTZEN (Pays-Bas)
J. MURGUEITIO (Colombie)
Ghulam ABBAS (Pakistan)

RECETTES ET DÉPENSES AU 30 SEPTEMBRE 1961

Etat 2

<i>Recettes</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
Cotisations des fonctionnaires des organisations affiliées — participants:			
Cotisations à raison de 7 p. 100 des traitements soumis à retenue		4 371 967,17	
Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs		474 956,30	
Remboursement de prestations pour la revalidation de services antérieurs		129 645,43	
Contributions volontaires pour l'achat d'un complément de pension		70 126,94	
Cotisations à raison de 14 pour 100 des traitements soumis à retenue, pour les périodes de congé sans traitement		5 925,44	5 052 621,28
Cotisations des organisations affiliées pour le compte de participants:			
Cotisations à raison de 14 p. 100 des traitements soumis à retenue		8 743 934,34	
Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs		889 291,39	9 633 225,73
Cotisations des organisations affiliées pour le compte de participants associés:			
Cotisations à raison de 4,5 pour 100 des traitements soumis à retenue			1 008 402,17
Revenu des placements correspondants au rendement actuariel de la Caisse (pour le détail, voir l'état No 4)			3 637 077,81
Intérêts versés par les participants et les organisations affiliées sur les cotisations rétroactives et les prestations remboursées			120 916,21
Excédent du coût actuariel sur les cotisations normales, majorées des intérêts, correspondant aux services antérieurs du personnel de l'UIT admis à la Caisse à compter du 1er janvier 1960			100 674,59
Cotisations, majorées des intérêts, versées par des organisations non affiliées pour le compte de participants mutés au titre d'accords avec d'autres caisses			17 306,43
Autre recette:			
Ajustements des prestations de l'exercice antérieur (montant net)			7 914,64
<i>Dépenses</i>			
Dépenses d'exécution:			
Prestations — anciens participants:			
Versements définitifs en capital (y compris les conversions de rentes)	2 194 068,56		
De départ	531 500,96		
De décès (autres que les prestations versées aux enfants)	139 026,01		
D'enfant	72 065,18		
D'invalidité	45 481,36		
Rentes	21 940,10	3 004 082,17	
Prestations — anciens participants associés:			
De décès, versées à la veuve	13 403,65		
D'enfant	13 806,68		
D'invalidité	7 452,50	34 662,83	
Intérêts sur les prestations de départ conservées par la Caisse		13 278,94	
		3 052 023,94	19 578 138,86
<i>A reporter</i>			

Etat 2 (suite)

	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
<i>Report</i>		3 052 023,94	19 578 138,86
<i>Dépenses (suite)</i>			
Total des paiements effectués en raison de l'augmentation provisoire des pensions (5 pour 100) autorisée par la résolution 1310 (XIII) du 1er janvier 1959 au 31 mars 1961		48 199,18	
Remboursements de contributions volontaires autorisées par le Comité permanent		8 841,35	
Cotisations, majorées des intérêts, versées à des organisations non affiliées pour le compte de participants mutés au titre d'accords avec d'autres caisses		7 223,91	
Dépenses d'administration:			
Pour l'exercice	169 674,08		
<i>A déduire:</i> frais de gestion du portefeuille imputés sur le revenu brut des placements	71 131,43	98 542,65	3 214 831,03
Excédent des recettes sur les dépenses pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961			<u>16 363 307,83</u>

Etat 3

CAPITAL DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 1961

	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
<i>Compte pensions — anciens participants</i>				
Solde au 1er octobre 1960		7 297 566,78		
Ajustements en raison d'exercices antérieurs:				
Annulation et ajustement de prestations accordées avant le 30 septembre 1960 ..		(7 695,10)		
Solde ajusté au 1er octobre 1960			7 289 871,68	
Période comprise entre le 1er octobre 1960 et le 31 mars 1961:				
Valeur en capital des pensions autorisées ..		1 192 507,53		
Intérêts (au taux de 3 pour 100 l'an)		115 805,48		
		<u>1 308 313,01</u>		
Pensions payées	(376 554,96)			
Valeur en capital des pensions d'invalidité virée au compte capital après cessation de la prestation	(18 601,03)	(395 155,99)	913 157,02	
Solde au 31 mars 1961			8 203 028,70	
Augmentation des valeurs en capital résultant d'ajustements des pensions [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale] (montant net)			1 895 460,30	
Solde ajusté au 1er avril 1961			10 098 489,00	
Période du 1er avril au 30 septembre 1961:				
Valeur en capital des pensions autorisées ..		1 023 399,88		
Intérêts (au taux de 3,25 pour 100 l'an) ..		167 085,47		
		<u>1 190 485,35</u>		
Pensions payées	(411 725,97)			
Valeur en capital des prestations d'invalidité virée au compte capital après cessation de la prestation	(15 908,39)	(427 634,36)	762 850,99	
Solde au 30 septembre 1961				10 861 339,99
<i>A reporter</i>				<u>10 861 339,99</u>

CAPITAL DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 1961 (suite)

	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars
<i>Report</i>				10 861 339,99
<i>Compte pensions</i> — anciens participants associés:				
Solde au 1er octobre 1960.....		342 793,44		
Ajustements en raison d'exercices antérieurs — montant net		(182,25)		
Solde ajusté au 1er octobre 1960.....			342 611,19	
Période du 1er octobre 1960 au 31 mars 1961:				
Valeur en capital des pensions autorisées..		124 371,01		
Intérêts (au taux de 3 pour 100 l'an)....		6 043,71		
		<u>130 414,72</u>		
Pensions payées		(12 976,12)	117 438,60	
Solde au 31 mars 1961.....			<u>460 049,79</u>	
Augmentation des valeurs en capital résultant d'ajustements des pensions (résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale) (montant net)			56 856,21	
Solde ajusté au 1er avril 1961.....			<u>516 906,00</u>	
Période du 1er avril au 30 septembre 1961:				
Valeur en capital des pensions autorisées..		59 473,76		
Intérêts (au taux de 3,25 pour 100 l'an)...		8 921,54		
		<u>68 395,30</u>		
Pensions payées		(21 686,71)	46 708,59	
Solde au 30 septembre 1961.....				563 614,59
<i>Compte participants</i> (à l'exclusion des participants associés)				
Solde au 1er octobre 1960.....			29 320 495,14	
Reçu des participants:				
Cotisations à raison de 7 pour 100 des traitements soumis à retenue.....		4 371 967,17		
Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs.....		474 956,30		
Remboursement de prestations pour la revalidation de services antérieurs.....		98 409,16		
Contributions volontaires pour l'achat d'un complément de pension.....		70 126,94		
Intérêt sur les cotisations rétroactives....		45 377,04		
Cotisations, majorées des intérêts, versées par d'autres caisses en raison de mutations de participants.....		<u>5 774,83</u>	5 066 611,44	
Intérêts sur les cotisations des participants.			937 022,00	
Consacré au paiement des prestations:				
De départ — plus de cinq ans.....	885 946,86			
De départ — moins de cinq ans.....	293 409,51			
De décès — prestations versées aux bénéficiaires désignés	<u>21 732,68</u>	1 201 089,05		
Consacré à la constitution du capital des pensions:				
De retraite	438 582,25			
De veuve et de personne à charge au second degré	134 924,75			
Rentes	52 134,51			
D'invalidité	17 235,44			
D'enfant	<u>5 179,07</u>	648 056,02		
Remboursements de contributions volontaires autorisés par le Comité permanent.....		<u>8 841,35</u>		
<i>A reporter</i>		<u>1 857 986,42</u>	<u>35 324 128,58</u>	<u>11 424 954,58</u>

CAPITAL DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 1961 (suite)

	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
<i>Report</i>		1 857 986,42	35 324 128,58	11 424 954,58
Versé à des organisations non affiliées en raison de mutations de participant, conformément aux accords passés avec d'autres caisses		2 407,97		
Ajustements en raison d'exercices antérieurs:				
Intérêts afférents aux contributions volontaires remboursées, virés au compte capital	1 154,84			
Ajustements relatifs aux cotisations (montant net)	581,14	1 735,98	1 862 130,37	
Solde au 30 septembre 1961				33 461 998,21
<i>Compte capital</i> — participants				
Solde au 1er octobre 1960			66 963 166,75	
Reçu des organisations affiliées:				
Cotisations à raison de 14 pour 100 des traitements soumis à retenue		8 743 934,34		
Cotisations supplémentaires pour validation de services antérieurs		923 700,53		
Intérêts sur les cotisations supplémentaires		79 917,58	9 747 552,45	
Reçu des participants:				
Remboursement de prestations pour la revalidation de services antérieurs		48 866,53		
Intérêts sur les remboursements		2 125,95	50 992,48	
Revenu des placements correspondant au rendement actuariel de la Caisse (pour le détail, voir l'Etat No 4)			3 637 077,81	
Excédent du coût actuariel sur les cotisations normales, majorées des intérêts, correspondant aux services antérieurs du personnel de l'UIT admis à la Caisse le 1er janvier 1960			100 674,59	
Cotisations, majorées des intérêts, reçues d'autres caisses en raison de mutations de participants			11 531,60	
			80 510 995,68	
Consacré à la constitution du capital des pensions:				
De retraite	950 625,32			
De veuve et de personne à charge au second degré	309 994,21			
D'invalidité	152 355,06			
Rentes	88 988,61			
D'enfant	77 593,01			
	1 579 556,21			
A déduire: valeur en capital des prestations d'invalidité discontinuées	34 509,42			
	1 545 046,79			
Augmentation des valeurs en capital résultant d'ajustements des pensions (résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale) (montant net)	1 895 460,30			
Augmentation provisoire des pensions (5 pour 100 du 1er janvier 1959 au 31 mars 1961) autorisée par la résolution 1310 (XIII) de l'Assemblée générale	48 199,18	3 488 706,27		
<i>A reporter</i>		3 488 706,27	80 510 995,68	44 886 952,79

CAPITAL DE LA CAISSE POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 1961 (fin)

	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>	<i>Dollars</i>
<i>Report</i>		3 488 706,27	80 510 995,68	44 886 952,79
Consacré au paiement des prestations — plus de cinq ans		1 014 712,19		
Intérêts virés au :				
Compte participants	937 022,00			
Compte pensions	282 890,95			
Compte prestations en dépôt	<u>13 278,94</u>	1 233 191,89		
Dépenses d'administration		98 542,65		
Versements à des organisations non affiliées en raison de mutations de participants en application d'accords avec d'autres caisses.		4 815,94		
Ajustements en raison d'exercices antérieurs :				
Ajustements du compte pensions, prestations et cotisations (montant net)		<u>5 400,19</u>	<u>5 845 369,13</u>	
			74 665 626,55	
Cotisations versées par des organisations pour la validation de périodes de participation associée, gardées en suspens en attendant que les participants aient complété leurs versements			<u>51 894,06</u>	
Solde au 30 septembre 1961				74 717 520,61
<i>Compte capital</i> — participants associés				
Solde au 1er octobre 1960			1 461 090,94	
Reçu des organisations affiliées :				
Cotisations à raison de 4,5 pour 100 des traitements soumis à retenue		1 008 402,17		
Virement aux comptes de participants des cotisations versées à raison de 4,5 pour 100 pour validation de périodes de participation associée		<u>(70 080,21)</u>	938 321,96	
Consacré à la constitution du capital des pensions :				
De veuve	121 810,65			
D'invalidité	31 380,62			
D'enfant	<u>30 653,50</u>			
	183 844,77			
Augmentation des valeurs en capital résultant d'ajustements des pensions [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale] (montant net)	<u>56 856,21</u>	240 700,98		
Intérêts virés au compte pensions		14 965,25		
Ajustements en raison d'exercices antérieurs — montant net		<u>(200,81)</u>	<u>255 465,42</u>	
Solde au 30 septembre 1961				2 143 947,48
Capital de la Caisse au 30 septembre 1961				<u><u>121 748 420,88</u></u>

RÉSERVE DE STABILISATION DE L'INTÉRÊT AU 30 SEPTEMBRE 1961

	Dollars	Réserve pour pertes sur ventes de titres (dollars)	Réserve de stabilisation de l'intérêt (dollars)	Total (dollars)
Solde au 1er octobre 1960.....		193 783,78	3 255 888,56	3 449 672,34
Bénéfices sur ventes de titres.....		441 980,65		441 980,65
Revenu des placements:				
Intérêts	3 345 860,12			
Escompte et amortissement des primes..	217 929,06			
Dividendes	1 027 709,09			
	<u>4 591 498,27</u>			
<i>A déduire:</i> part des dépenses d'administration imputable à la gestion du portefeuille	71 131,43			
	<u>4 520 366,84</u>			
<i>A déduire:</i> part du revenu des placements correspondant au rendement actuariel de la Caisse (3 pour 100 pour la période comprise entre le 1er octobre 1960 et le 31 mars 1961 et 3,25 pour 100 pour la période comprise entre le 1er avril et le 30 septembre 1961) et créditée aux recettes	3 637 077,81			
Excédent du revenu des placements sur le rendement actuariel porté au crédit de la réserve			883 289,03	883 289,03
		<u>635 764,43</u>	<u>4 139 177,59</u>	<u>4 774 942,02</u>
Pertes sur ventes de titres.....		34 486,29		34 486,29
		<u>601 278,14</u>	<u>4 139 177,59</u>	<u>4 740 455,73</u>
<i>A déduire:</i> virement à la réserve pour ajustements des pensions [résolution 1561 (XV)].....			114 249,55	114 249,55
Solde au 30 septembre 1961.....		<u>601 278,14</u>	<u>4 024 928,04</u>	<u>4 626 206,18</u>

DÉPENSES D'ADMINISTRATION POUR L'EXERCICE FINANCIER
(1er OCTOBRE 1960-30 SEPTEMBRE 1961)

	Dépenses d'administration (dollars)	Frais de gestion du portefeuille (dollars)
Postes permanents	63 088,80	
Consultants	3 707,88	54 526,65
Heures supplémentaires et personnel temporaire	14 567,56	
Dépenses communes de personnel.....	11 374,08	
Frais de voyage du personnel.....	3 501,16	
	<u>96 239,48</u>	<u>54 526,65</u>
<i>A déduire:</i> impôt sur les traitements du personnel	(11 073,99)	
	<u>85 165,49</u>	<u>54 526,65</u>
Comité des placements		5 377,68
Vérification extérieure des comptes.....	2 275,00	
Services fournis par le personnel de l'ONU..	10 000,00	11 203,48
Frais de communication.....	1 060,00	
Divers	42,16	23,62
	<u>98 542,65</u>	<u>71 131,43</u>

PORTFEUILLE: ÉTAT RÉCAPITULATIF AU 30 SEPTEMBRE 1961 (En milliers de dollars)

	Situation au 1er octobre 1960		Achats		Ventes		Situation au 30 septembre 1961		Revenu Rendement moyen net (% de la valeur comptable)
	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Produit	Bénéfice (ou perte)	Amortis- sement	
	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Dollars	Pourcentage
<i>Obligations en dollars des Etats-Unis</i>									
Obligations du Gouvernement américain...	7 079	7 027	4 118	4 096	1 915	1 926	20	14	244
Obligations d'autres gouvernements.....	4 405	4 367	665	639	467	462	(3)	7	213
Obligations de la Banque internationale...	3 865	3 832						5	154
Obligations de sociétés:									
Chemins de fer.....	4 889	4 768						11	159
Entreprises de services publics.....	33 406	32 285	4 463	4 472	584	588	23	65	1 389
Valeurs industrielles.....	28 687	27 973	7 695	7 611	1 160	1 141	7	104	1 223
TOTAL des obligations en dollars des Etats-Unis	82 331	80 252	16 941	16 818	4 126	4 117	47	206	3 382
<i>Obligations en dollars canadiens^a</i>									
Obligations du Gouvernement canadien....	1 003	971	235	212				2	51
Obligations des gouvernements des pro- vinces canadiennes.....	1 427	1 393	140	137				3	65
Obligations de la Banque internationale...	85	85						85	3
Obligations de sociétés.....	1 240	1 175	50	49				7	63
TOTAL des obligations en dollars cana- diens	3 755	3 624	425	398				12	182
TOTAL des obligations en dollars des Etats-Unis et en dollars canadiens....	86 086	83 876	17 366	17 216	4 126	4 117	47	218	3 564
<i>Actions en dollars des Etats-Unis</i>									
Banque et assurances.....		1 675		472		880	315		65
Entreprises de services publics.....		5 873		1 742		75	35		318
Biens de consommation.....		3 666 ^b		827		258	2		161
Pétroles et produits chimiques.....		6 405 ^b		1 092		610	8		281
Equipement		5 149 ^b		748					192
TOTAL des actions en dollars des Etats- Unis	22 768		4 881		1 823		360		1 017
<i>Actions en dollars canadiens^a</i>									
Entreprises de services publics.....				65					65
Biens de consommation.....				102					102
Pétroles et produits chimiques.....				55					55
Equipement		202							202
TOTAL des actions en dollars canadiens.		202		222					424
TOTAL des actions en dollars des Etats- Unis et en dollars canadiens.....		22 970		5 103		1 823	360		26 610
TOTAL des obligations et actions en dol- lars des Etats-Unis et en dollars canadiens		106 846		22 319		5 940	407 ^c	218	123 850
<i>A déduire: frais de placement.....</i>									71
Revenu des placements — net.....									4 520
Rendement (% de la valeur moyenne [115 348 milliers de dollars] du portefeuille de la Caisse).....									3,92
Rendement (% de la valeur moyenne [116 386 milliers de dollars] de l'actif de la Caisse).....									3,88

^a Le dollar canadien est calculé au pair du dollar des Etats-Unis.

^b Chiffres révisés pour tenir compte des modifications ap-
portées au classement par catégorie.

^c Le bénéfice net sur les ventes a été porté au crédit de la
réserve pour pertes.

PORTFEUILLE: COMPARAISON ENTRE LA VALEUR COMPTABLE ET LA VALEUR EN BOURSE
AU 30 SEPTEMBRE 1960 ET AU 30 SEPTEMBRE 1961

	Situation au 30 septembre 1960				Situation au 30 septembre 1961			
	Valeur comptable	Pourcentage du total	Valeur en bourse	Rapport de la valeur en bourse à la valeur comptable	Valeur comptable	Pourcentage du total	Valeur en bourse	Rapport de la valeur en bourse à la valeur comptable
	Dollars		Dollars	Pourcentage	Dollars		Dollars	Pourcentage
<i>Obligations en dollars des Etats-Unis</i>								
Obligations du Gouvernement américain.....	7 026 156	6,6	6 724 350	95,7	9 230 576	7,5	8 852 060	95,9
Obligations d'autres gouvernements.....	4 367 007	4,0	4 263 750	97,6	4 548 270	3,7	4 400 570	96,8
Obligations de la Banque internationale.....	3 832 384	3,6	3 623 200	94,5	3 836 883	3,1	3 629 800	94,6
Obligations de sociétés:								
Chemins de fer.....	4 767 827	4,5	4 183 430	87,7	4 778 836	3,8	4 213 400	88,2
Entreprises de services publics.....	32 285 309	30,2	29 863 980	92,5	33 730 010	29,3	33 730 010	93,0
Valeurs industrielles.....	27 973 577	26,2	26 016 800	93,0	34 554 644	27,8	32 435 880	93,9
TOTAL des obligations en dollars des Etats-Unis...	80 252 260	75,1	74 675 510	93,1	93 206 012	75,2	87 261 720	93,6
<i>Obligations en dollars canadiens</i>								
Obligations du Gouvernement canadien.....	971 064	0,9	899 570	92,6	1 184 607	1,0	1 103 790	93,2
Obligations des gouvernements des provinces canadiennes	1 392 911	1,3	1 277 730	91,7	1 532 911	1,2	1 410 260	92,0
Obligations de la Banque internationale.....	84 833	0,1	75 650	89,2	84 863	0,1	76 500	90,1
Obligations de sociétés.....	1 174 776	1,1	1 157 480	98,5	1 231 643	1,0	1 195 090	97,0
TOTAL des obligations en dollars canadiens.....	3 623 584	3,4	3 410 430	94,1	4 034 024	3,3	3 785 640	93,8
TOTAL des obligations en dollars des Etats-Unis et en dollars canadiens.....	83 875 844	78,5	78 085 940	93,1	97 240 036	78,5	91 047 360	93,6
<i>Actions en dollars des Etats-Unis^a</i>								
Banques et assurances.....	1 674 332	1,6	2 196 556	131,2	1 581 928	1,3	2 866 799	181,2
Entreprises de services publics.....	5 872 741	5,5	8 106 525	138,0	7 575 280	6,1	12 522 991	165,3
Biens de consommation.....	3 666 132	3,4	7 143 034	194,8	4 236 939	3,4	8 616 178	203,4
Pétroles et produits chimiques.....	6 405 221	6,0	6 744 243	105,3	7 497 010	6,1	8 757 064	116,8
Equipement	5 149 008	4,8	6 652 620	129,2	5 294 870	4,3	7 866 280	148,6
TOTAL des actions en dollars des Etats-Unis.....	22 767 434	21,3	30 842 978	135,5	26 186 027	21,2	40 629 312	155,2
<i>Actions en dollars canadiens</i>								
Entreprises de services publics.....					64 606		64 000	99,1
Biens de consommation.....					102 343		104 200	101,8
Pétroles et produits chimiques.....					54 760		60 800	111,0
Equipement	201 920	0,2	245 000	121,3	201 920		420 000	208,0
TOTAL des actions en dollars canadiens.....	201 920	0,2	245 000	121,3	423 629	0,3	649 000	153,2
TOTAL des actions en dollars des Etats-Unis et en dollars canadiens.....	22 969 354	21,5	31 087 978	135,3	26 609 656	21,5	41 278 312	155,1
TOTAL des obligations et actions en dollars des Etats-Unis et en dollars canadiens.....	106 845 198	100,0	109 173 918	102,2	123 849 692	100,0	132 325 672	106,4

^a Chiffres révisés pour tenir compte des modifications apportées au classement par catégorie.

ANNEXE II

Rapport du Comité des commissaires aux comptes sur les comptes de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961

1. Conformément à l'article XXXIX des statuts de la Caisse, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à la vérification des comptes de la Caisse pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961.

2. Les états financiers, présentés pour vérification au Comité des commissaires aux comptes par le secrétaire du Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel, indiquent l'actif et le passif de la Caisse au 30 septembre 1961 et ses recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961. Les états présentés sont les suivants :

I. Etat de l'actif et du passif au 30 septembre 1961.

II. Etat des recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 30 septembre 1961.

3. Comme précédemment, le Comité des commissaires aux comptes a procédé à son examen dans la mesure qu'il a jugée nécessaire pour vérifier les états.

4. En raison des modifications apportées aux statuts avec effet au 1er avril 1961, le Comité permanent de la Caisse des

pensions a approuvé une demande du secrétaire de la Caisse relative à l'établissement d'un rapport financier complet pour la période allant jusqu'au 31 mars 1961, rapport ayant pour objet de faire apparaître la situation financière exacte de la Caisse à la veille des modifications apportées aux statuts.

5. Le Comité pense qu'il faudrait envisager l'éventualité d'une démarche auprès des organisations affiliées à la Caisse pour qu'elles effectuent des versements provisoires mensuels sur la base de la moyenne approximative des six derniers mois, pour éviter des pertes possibles d'intérêts.

6. Le Comité tient à remercier le secrétaire et le personnel du Comité mixte, ainsi que le Secrétariat de l'ONU, du concours qu'ils lui ont apporté.

(Signé) L. GÖTZEN (Pays-Bas)

J. M. MURGUEITTO (Colombie)

Ghulam ABBAS (Pakistan)

24 mai 1962

ANNEXE III

Statistiques relatives au fonctionnement de la Caisse au cours de l'exercice ayant pris fin le 30 septembre 1961

TABLEAU 1. — NOMBRE DE PARTICIPANTS ORDINAIRES AU 30 SEPTEMBRE 1961

Organisations affiliées	Participants ordinaires au 30 sept. 1960	Admissions	Mutations à l'Organisation	Total	Départs	Mutations à une autre organisation	Participants ordinaires au 30 sept. 1961
ONU	5 511	728	50	6 289	452	56	5 781
OIT	928	94	1	1 023	64	3	956
FAO	1 434	222	2	1 658	66	7	1 585
UNESCO	953	74	12	1 039	58	5	976
OMS	1 362	127	8	1 497	145	3	1 349
OACI	439	88	0	527	54	5	468
OMM	58	15	0	73	4	2	67
CIOIC	59	10	7	76	6	0	70
AIEA	226	53	2	281	15	4	262
IMCO	12	8	0	20	2	0	18
UIT	146	93	4	243	9	1	233
	11 128	1 512	86	12 726	875	86	11 765

TABLEAU 2. — NOMBRE DE PARTICIPANTS ASSOCIÉS AU 30 SEPTEMBRE 1961

Organisations affiliées	Participants associés au 30 sept. 1960	Admissions	Mutations à l'organisation	Total	Départs	Mutations à une autre organisation	Participants associés au 30 sept. 1961
ONU	906	1 070	7	1 983	441	21	1 521
OIT	220	181	0	401	114	0	287
FAO	359	288	3	650	165	2	483
UNESCO	408	292	2	702	168	2	532
OMS	1 111	480	1	1 592	286	0	1 306
OACI	61	52	0	113	26	0	87
OMM	24	14	0	38	16	0	22
CIOIC	6	18	0	24	3	1	20
AIEA	254	144	0	398	116	0	282
IMCO	4	2	0	6	2	0	4
UIT	34	53	13	100	33	0	67
	3 387	2 594	26	6 007	1 370	26	4 611

TABLEAU 3. — CLASSEMENT MÉDICAL DES PARTICIPANTS ORDINAIRES

Organisations affiliées	Participants ordinaires					Total au 30 sept. 1961	Pourcentage des participants classés dans les catégories 2 et 3 (non encore admis au bénéfice des prestations d'invalidité et de décès)
	Plus de 5 ans d'affiliation (admis à pleins bénéfices)	Moins de 5 ans d'affiliation			En instance de classement		
		Dans la catégorie 1	Dans la catégorie 2	Dans la catégorie 3			
ONU	3 452	2 219	8	2	100	5 781	0,2
OIT	623	325	3	1	4	956	0,4
FAO	871	669	0	0	45	1 585	0,0
UNESCO	793	162	4	0	17	976	0,4
OMS	814	503	0	0	32	1 349	0,0
OACI	245	209	3	1	10	468	0,9
OMM	42	24	0	0	1	67	0,0
CIOIC	35	32	0	0	3	70	0,0
AIEA	34	219	7	0	2	262	2,7
IMCO	1	10	0	0	7	18	0,0
UIT	58	171	0	0	4	233	0,0
	6 968	4 543	25	4	225	11 765	0,3

TABLEAU 4. — POURCENTAGE DES PARTICIPANTS ORDINAIRES CLASSÉS DANS LES CATÉGORIES 2 ET 3 PAR RAPPORT AUX QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Exercice terminé le	ONU	OIT	FAO	UNESCO	OMS	OACI	OMM	CIOIC	AIEA	IMCO	UIT	Total
30 septembre 1957....	0,8	1,1	1,5	1,9	1,1	1,3	1,7	0,0	—	—	—	1,1
30 septembre 1958....	0,6	0,7	0,9	1,2	0,6	3,4	1,6	0,0	—	—	—	0,8
30 septembre 1959....	0,6	0,5	0,3	1,4	0,4	0,7	0,0	0,0	5,0	0,0	—	0,7
30 septembre 1960....	0,3	0,4	0,1	0,7	0,2	0,7	0,0	0,0	3,2	0,0	0,0	0,4
30 septembre 1961....	0,2	0,4	0,0	0,4	0,0	0,9	0,0	0,0	2,7	0,0	0,0	0,3

TABLEAU 5. — CLASSEMENT MÉDICAL DES PARTICIPANTS ASSOCIÉS

Organisations affiliées	Participants associés				Total au 30 sept. 1961	Pourcentage des participants classés dans les catégories 2 et 3 (non encore admis au bénéfice des prestations d'invalidité et de décès)
	Dans la catégorie 1	Dans la catégorie 2	Dans la catégorie 3	En instance de classement		
ONU	1 352	12	5	152	1 521	1,2
OIT	279	6	—	2	287	2,1
FAO	395	1	—	87	483	0,3
UNESCO	324	6	—	202	532	1,8
OMS	1 125	5	—	176	1 306	0,4
OACI	76	—	—	11	87	—
OMM	19	—	—	3	22	—
CIOIC	15	1	—	4	20	6,3
AIEA	223	6	—	53	282	2,6
IMCO	2	—	—	2	4	—
UIT	63	—	2	2	67	3,1
	3 873	37	7	694	4 611	1,1

TABLEAU 6. — POURCENTAGE DES PARTICIPANTS ASSOCIÉS CLASSÉS DANS LES CATÉGORIES 2 ET 3 PAR RAPPORT AUX TROIS ANNÉES PRÉCÉDENTES

Exercice terminé le	ONU	OIT	FAO	UNESCO	OMS	OACI	OMM	CIOIC	AIEA	IMCO	UIT	Total
30 septembre 1958.....	3,8	5,2	0,0	2,1	2,4	3,3	0,0	0,0	—	—	—	2,9
30 septembre 1959.....	3,1	3,5	0,0	1,8	1,7	1,8	0,0	0,0	4,0	0,0	—	2,3
30 septembre 1960.....	2,1	1,0	0,0	1,5	0,6	1,8	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0	1,1
30 septembre 1961.....	1,2	2,1	0,3	1,8	0,4	0,0	0,0	6,3	2,6	0,0	3,1	1,1

TABLEAU 7. — PRESTATIONS SERVIES À DES PARTICIPANTS ORDINAIRES (OU À LEURS AYANTS DROIT) DONT LA PARTICIPATION A PRIS FIN AU COURS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 1961

	Pensions de retraite	Rentes viagères	Liquidation de droit		Pensions d'enfant	Pensions de veuve	Autres prestations de décès	Prestations d'invalidité	Bénéficiaires au second degré	Transferts à d'autres caisses de pensions	Total
			Moins de 5 ans d'affiliation	Plus de 5 ans d'affiliation							
ONU	28	5	267	130	30	13	4	2	2	1	482
OIT	10	2	36	13	2	1	1	—	—	1	66
FAO	3	—	40	17	3	2	1	3	—	—	69
UNESCO	9	—	25	20	4	3	—	1	—	—	62
OMS	15	3	72	52	10	2	1	—	—	—	155
OACI	2	—	41	11	—	—	—	—	—	—	54
OMM	—	1	2	1	—	—	—	—	—	—	4
CIOIC	—	—	3	—	5	1	1	1	—	—	11
AIEA	—	—	14	1	—	—	—	—	—	—	15
IMCO	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
UIT	—	—	7	2	—	—	—	—	—	—	9
	67	11 ^a	509 ^b	247	54	22	8	7	2	2	929

^a Participants ordinaires dont la participation à la Caisse a pris fin avant l'âge de 60 ans et qui ont demandé le versement de leur prestation de départ sous forme d'une rente viagère, plus un participant ordinaire réengagé ultérieurement par une autre organisation affiliée et qui a demandé la restitution du bénéfice de ses services antérieurs en vertu de l'article XII.

^b Y compris l'annulation de 27 admissions qui faisaient double emploi ou dont les bénéficiaires ne remplissaient pas les conditions requises pour participer à la Caisse.

TABLEAU 8. — PRESTATIONS SERVIES À DES PARTICIPANTS ASSOCIÉS (OU À LEURS AYANTS DROIT) DONT LA PARTICIPATION A PRIS FIN AU COURS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 SEPTEMBRE 1961

	Pensions de veuve	Pensions d'enfant	Pensions d'invalidité	Total
ONU	3	6	—	9
OIT	—	—	—	—
FAO	3	5	—	8
UNESCO	1	2	—	3
OMS	2	3	—	5
OACI	—	—	—	—
OMM	—	—	—	—
CIOIC	—	—	—	—
AIEA	—	—	—	—
IMCO	—	—	—	—
UIT	—	—	—	—
	9	16	—	25

TABLEAU 9. — ETAT DES PRESTATIONS PÉRIODIQUES SERVIES AU 30 SEPTEMBRE 1961 À DES PARTICIPANTS ORDINAIRES OU À LEURS AYANTS DROIT

Types de prestations	Prestations servies au 30 sept. 1960	Nouvelles	Transférées au survivant	Total	Prestations suspendues	Prestations servies au 30 sept. 1961
Prestations de retraite.....	366	67	(7)	426	(5)	421
Rentes viagères.....	28	11	—	39	(1)	38 ^a
Pensions de veuve.....	117	22	8	147	(1)	146
Prestations d'invalidité.....	40	7	(1)	46	(5)	41
Pensions d'enfant.....	173	54 ^b	—	227	(14)	213
Prestations aux personnes à charge au second degré..	—	2	—	2	—	2
	724	163	—	887	(26)	861

^a Dont 11 rentes différées.

^b Y compris 26 pensions d'enfant rétablies en vertu des nouvelles dispositions de l'article VIII, qui ont pris effet au 1er avril 1961.

TABLEAU 10. — ETAT DES PRESTATIONS PÉRIODIQUES SERVIES AU 30 SEPTEMBRE 1961
À DES PARTICIPANTS ASSOCIÉS OU À LEURS AYANTS DROIT

Types de prestations	Prestations servies au 30 sept. 1960	Nouvelles prestations	Prestations transférées au survivant	Total	Prestations suspendues	Prestations servies au 30 sept. 1961
Pensions de veuve.....	10	8	1	19	—	19
Prestations d'invalidité.....	4	1	(1)	4	—	4
Pensions d'enfant.....	25	16 ^a	—	41	(2)	39
	39	25	—	64	(2)	62

^a Y compris 2 pensions d'enfant rétablies en vertu des nouvelles dispositions de l'article VIII, qui ont pris effet au 1er avril 1961.

ANNEXE IV

Résolutions adoptées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à sa onzième session

Résolution 1 (XI)

SIXIÈME ÉVALUATION ACTUARIELLE DE LA CAISSE: RÉSORPTION DU DÉFICIT ACTUARIEL

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Ayant examiné la sixième évaluation actuarielle de la Caisse, établie par l'actuaire-conseil conformément aux dispositions de l'article XXI des statuts,

Décide:

1. De résorber le déficit actuariel net de la Caisse qui s'élevait au 30 mars 1961 à 1 483 957 dollars et qui provenait surtout d'une augmentation des traitements soumis à retenue, par prélèvement sur la réserve de stabilisation de l'intérêt, conformément aux vues du Groupe d'étude du régime des pensions;
2. De maintenir à 4,5 p. 100 le taux de la cotisation des participants associés.

Résolution 2 (XI)

CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE POUR IMPRÉVUS

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Tenant compte des recommandations formulées par le Groupe d'étude du régime des pensions, au paragraphe 50 de son rapport (A/4427), au sujet des comptes de réserve de la Caisse,

Notant qu'une réserve pour ajustement des pensions a été prévue par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans sa résolution 1561 (XV),

Notant en outre qu'il n'existe aucune réserve pour majoration des prestations résultant de relèvements des traitements soumis à retenue,

1. *Décide de constituer une réserve pour imprévus*
 - a) Qui sera créditée de la partie du revenu des placements qui dépasse le taux statutaire d'intérêt et des bénéfices réalisés sur ventes de titres;
 - b) Qui sera débitée de la somme nécessaire pour parfaire le revenu des placements s'il était inférieur au taux statutaire d'intérêt, du montant des pertes sur ventes de titres, de la majoration des prestations résultant de relèvements des traitements soumis à retenue et du coût de l'ajustement des pensions déjà octroyées.
2. *Décide en outre de supprimer la réserve de stabilisation de l'intérêt et d'en virer le montant à la réserve pour imprévus.*

Résolution 3 (XI)

AMENDEMENTS AUX STATUTS

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Ayant examiné les amendements proposés par le Comité permanent [JSPB/R.127(XI)], par le représentant du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé [JSPB/R.137(XI)] et par le Comité consultatif pour les questions administratives [JSPB/R.138(XI)],

1. *Décide de demander à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies d'adopter les amendements énoncés à l'annexe V du présent rapport;*
2. *Prie le Comité permanent de procéder, en vue de la douzième session du Comité mixte, à une refonte générale des statuts, en tenant compte notamment de la nécessité d'assurer la clarté, la précision et la coordination entre les articles.*

Résolution 4 (XI)

OUVREMENT D'UN CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE POUR COUVRIR LES DÉPENSES DU COMITÉ D'ACTUAIRES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Ayant décidé, conformément à l'article XXIX des statuts, de recommander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'instituer un comité d'actuaire composé de trois membres,

Notant que les dépenses afférentes aux réunions de ce comité en 1962 pourront être couvertes sur le budget de l'exercice,

Approuve un crédit supplémentaire de 2 000 dollars pour couvrir le coût des réunions du comité en 1963.

Résolution 5 (XI)

AJUSTEMENT DES PENSIONS DÉJÀ OCTROYÉES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Ayant examiné le rapport de son Comité permanent sur les notes établies par le secrétaire et par l'OIT ainsi que d'autres propositions présentées au cours de sa session sur la question de l'ajustement des pensions, et eu égard à la difficulté qu'il y a à concevoir une formule définitive qui ne risque pas d'obérer la Caisse et dont l'application soit suffisamment simple du point de vue administratif,

Décide:

- a) De charger le Comité permanent de poursuivre l'étude approfondie de la question de l'ajustement des pensions déjà

octroyées et de présenter à ce sujet au Comité mixte, à sa douzième session, un rapport contenant des recommandations sur les mesures à prendre;

b) D'inviter le Comité permanent, lorsqu'il formulera ses recommandations, à attacher une attention particulière aux propositions soumises par l'OIT sur les principes fondamentaux à respecter et les méthodes à appliquer en matière d'ajustement des pensions, telles qu'elles figurent à l'annexe II au document JSPB/R.129(XI) et aux paragraphes 1 à 5 du document de séance No 10 (présenté conjointement au Comité mixte à sa onzième session par les représentants des participants de la FAO et de l'OIT) et en particulier à celui de ces principes qui prévoit un ajustement des pensions déjà octroyées en cas de relèvement important des traitements soumis à retenue soit des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs soit de ceux de la catégorie des services généraux. Le Comité permanent devra en outre tenir compte des autres propositions faites à ce sujet au Comité mixte à sa onzième session, de telle sorte que le Comité permanent est ainsi chargé d'examiner toutes les formules définitives possibles d'ajustement des pensions. Le Comité permanent est également prié de communiquer ses recommandations aux comités des pensions du personnel, pour examen, au plus tard en janvier 1964.

Résolution 6 (XI)

AJUSTEMENT DES PENSIONS DÉJÀ OCTROYÉES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Tenant compte de la résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale qui invite le Comité mixte à constituer, à l'aide du rendement excédentaire de ses placements, une réserve pour ajustement des pensions et à porter chaque année au crédit de cette réserve un montant suffisant pour couvrir la valeur actuarielle d'une majoration de 1 pour 100 des prestations et rentes versées et des rentes différées en vertu de l'article X des statuts.

Considérant qu'il est nécessaire d'améliorer d'urgence la situation des retraités actuels,

Recommande, en tant que solution provisoire, qu'à partir du 1er janvier 1962, les pensions versées soient majorées de 1 pour 100 chaque année jusqu'à et y compris l'exercice commençant

le 1er janvier 1964; cette majoration annuelle ne s'appliquera pas au montant minimum des pensions de retraite prévu au sous-alinéa i de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article IV des statuts de la Caisse, au montant minimum des pensions de veuve (ou de veuf invalide), prévu à l'alinéa a du paragraphe 4 de l'article VII ni aux montants minimum et maximum des pensions d'enfant prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'article VIII.

Résolution 7 (XI)

EXAMEN MÉDICAL LORS DE LA CESSATION DES SERVICES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies,

Notant avec satisfaction l'accord intervenu au Comité consultatif pour les questions administratives selon lequel, en vue de ménager une période suffisante pour juger du degré de permanence de l'invalidité, les organisations affiliées maintiendront dorénavant en situation de congé de maladie les membres de leur personnel durant toute la période pendant laquelle ils ont droit au bénéfice des dispositions y relatives, jusqu'à concurrence de dix-huit mois, avant de demander le versement de prestations d'invalidité au titre de la Caisse des pensions,

Estimant que la décision de mettre fin aux services d'un fonctionnaire pour raison de santé et celle d'octroyer une prestation d'invalidité devraient être normalement liées et résulter simultanément d'une même série de constatations médicales,

Considérant qu'un examen médical final est un élément essentiel de l'examen de toute réclamation postérieure à la cessation des services,

1. *Prie* le CCQA d'examiner les modifications qu'il faudrait apporter aux formalités qui accompagnent la cessation des services pour faire en sorte que:

a) Tout fonctionnaire qui quitte le service d'une organisation soit tenu à ce moment de subir un examen médical;

b) Les décisions de mettre fin à des engagements pour raison de santé et les propositions d'octroi de prestations d'invalidité se fondent sur les mêmes conclusions médicales;

2. *Prie* le secrétaire de communiquer la présente résolution au secrétaire du CCQA afin que les organisations affiliées puissent l'examiner prochainement.

Recommandations à l'Assemblée générale en vue de l'amendement des statuts de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, présentées par le Comité mixte de la Caisse commune des pensions en application de l'article XXXVII des statuts

Texte actuel	Texte proposé	Observations
<p>Article II</p> <p>PARTICIPATION À LA CAISSE</p>	<p>Article II</p> <p>PARTICIPANT</p>	<p>Clarification des conditions de participation en vigueur.</p> <p>L'alinéa a du paragraphe 1 exclut de la participation immédiate à la Caisse le titulaire d'un engagement à titre temporaire pour une durée indéfinie.</p> <p>Le sous-alinéa ii de l'alinéa c du paragraphe 1 permet au participant associé titulaire d'engagements de durée déterminée de devenir participant dès qu'il fait l'objet d'une nomination qui porte la durée de ses services à cinq ans ou plus au lieu que ce soit après avoir accompli au moins cinq ans de service.</p>
<p>1. Tout fonctionnaire à temps complet de chaque organisation affiliée participe à la Caisse:</p> <p>a) S'il entre en fonctions en vertu d'un contrat dont la date d'expiration n'est pas fixée;</p> <p>b) S'il entre en fonctions en vertu d'un contrat de durée déterminée de cinq ans ou plus;</p> <p>c) Si, après avoir accompli cinq ans de service, il reste en fonctions en vertu d'un contrat valable pour au moins un an encore ou accomplit au moins une nouvelle année de service;</p> <p>d) Si l'organisation affiliée certifie que le contrat de durée déterminée de l'intéressé est considéré comme s'appliquant à une période de stage et doit permettre d'engager l'intéressé pour une durée non déterminée;</p> <p>e) Si, après avoir eu la qualité de participant en vertu du présent article et pourvu:</p>	<p>1. Tout fonctionnaire à temps complet de chaque organisation affiliée participe à la Caisse:</p> <p>a) S'il fait l'objet à l'origine d'une nomination à titre permanent ou d'une nomination que l'organisation affiliée certifie conduire normalement à une nomination à titre permanent;</p> <p>b) S'il fait l'objet à l'origine d'une nomination d'une durée de cinq ans ou plus;</p> <p>c) Si, nommé à l'origine pour une durée inférieure à cinq ans, il reçoit par la suite:</p> <p>i) Une nomination à titre permanent ou une nomination que l'organisation affiliée certifie conduire normalement à une nomination à titre permanent;</p> <p>ii) Une nomination qui porte la durée de ses services à cinq ans ou plus;</p> <p>d) Si, après avoir eu la qualité de participant en vertu du présent article,</p>	
<p>i) Que l'interruption de sa participation n'ait pas dépassé trois années, ou</p> <p>ii) Que le bénéfice de la période d'affiliation antérieure lui ait été restitué en vertu de l'article XII,</p> <p>le fonctionnaire est rengagé en vertu d'un contrat de durée déterminée d'un an au moins ou s'il a accompli une année de service, à condition que le fonctionnaire soit âgé de moins de 60 ans au moment de son admission ou de sa réadmission à la Caisse et que son contrat n'exclue pas cette participation.</p> <p>2. Les dispositions qui précèdent s'appliquent au Greffier et à tous les fonctionnaires à temps complet du Greffe de la Cour internationale de Justice. Toutefois, le Greffier en exercice au 16 décembre 1954 est admis à participer à la Caisse, bien qu'il ait été âgé de plus de 60 ans au moment de sa nomination.</p> <p>3. La participation à la Caisse prend fin lorsque, en vertu des présents statuts, une prestation est due à l'intéressé ou à ses ayants droit.</p>	<p>i) Il est rengagé pour une durée d'un an au moins ou s'il a accompli un an de service depuis son rengagement et</p> <p>ii) S'il s'engage à se faire restituer le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure en vertu des dispositions de l'article XII;</p> <p>à condition que le fonctionnaire soit âgé de moins de 60 ans au moment de son admission ou de sa réadmission à la Caisse et que les conditions de sa nomination n'excluent pas cette participation.</p> <p>2. Aux fins du sous-alinéa ii de l'alinéa c du paragraphe 1 du présent article, des périodes d'emploi séparées peuvent être combinées, à condition toutefois qu'elles n'aient pas été interrompues par un ou plusieurs intervalles représentant au total une durée de plus d'un an.</p> <p>3. Aux fins du sous-alinéa i de l'alinéa d du paragraphe 1 du présent article, le temps de service accompli depuis le rengagement ne doit pas avoir été interrompu par un intervalle dépassant trente jours.</p> <p>4. La participation à la Caisse prend fin lorsqu'une prestation est due à l'intéressé ou à ses ayants droit en vertu des dispositions des présents statuts.</p>	

5. Les dispositions qui précèdent s'appliquent au Greffier et à tous les fonctionnaires à temps complet du Greffe de la Cour internationale de Justice.

Article supplémentaire B

PARTICIPATION ASSOCIÉE

1. Tout fonctionnaire à temps complet de chaque organisation affiliée participe à la Caisse en qualité de participant associé :

a) S'il entre en fonctions en vertu d'un contrat d'une durée déterminée d'un an au moins, mais de moins de cinq ans, ou

b) S'il a accompli une année de service ininterrompu ; sous réserve qu'il ne remplisse pas les conditions requises au paragraphe 1 de l'article II pour être admis à la Caisse en qualité de participant, qu'il soit âgé de moins de 60 ans et que son contrat n'exclue pas sa participation à la Caisse en qualité de participant associé. Aux fins du présent article, les interruptions de service ne dépassant pas trente jours ne sont pas considérées comme interrompant la continuité du service.

2. Le participant associé cesse de participer à la Caisse lorsqu'il atteint l'âge de 60 ans.

3. Un participant associé peut bénéficier de la pension d'invalidité prévue à l'article V ; ses survivants peuvent bénéficier des prestations en cas de décès prévues aux articles VII et VII bis et des pensions d'enfant prévues à l'article VIII. Il ne peut pas bénéficier d'une pension de retraite en vertu de l'article IV, ni d'une prestation de départ en vertu de l'article X ; ses survivants ne peuvent pas bénéficier de la prestation accordée en cas de décès en vertu de l'article VII ter.

4. Chaque organisation affiliée verse mensuellement à la Caisse, pour chacun des participants associés, soit une cotisation égale à 4,5 pour 100 du traitement mensuel soumis à retenue de l'intéressé, soit, à concurrence de 6 pour 100 dudit traitement, la cotisation que fixe le Comité mixte sur la base des évaluations actuarielles de la Caisse.

Article II bis

PARTICIPATION ASSOCIÉE

1. Tout fonctionnaire à temps complet de chaque organisation affiliée qui ne peut être admis à la Caisse en qualité de participant en vertu de l'article II participe à la Caisse en qualité de participant associé :

a) S'il est nommé pour un an ou plus ;

b) Si, nommé pour une durée inférieure à un an,

i) Il reçoit par la suite une nomination pour une durée d'un an ou plus, ou

ii) Il a accompli un an de service,

à condition que le fonctionnaire soit âgé de moins de 60 ans et que les conditions de sa nomination n'excluent pas cette participation.

2. Aux fins du sous-alinéa ii de l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article, le temps de service accompli ne doit pas avoir été interrompu par un intervalle dépassant trente jours.

3. La participation à la Caisse en qualité de participant associé cesse lorsque le service de l'intéressé à l'organisation qui l'emploie prend fin ou lorsqu'une prestation est due à l'intéressé ou à ses ayants droit en vertu des dispositions des présents statuts ou lorsqu'il atteint l'âge de 60 ans.

4. Sous réserve des dispositions de l'article IX, un participant associé peut bénéficier de la pension d'invalidité prévue à l'article V ; ses enfants peuvent bénéficier des pensions d'enfant prévues à l'article VIII et ses survivants des prestations en cas de décès prévues aux articles VII et VII bis. Il ne peut pas bénéficier d'une pension de retraite en vertu de l'article IV, ni d'une prestation de départ en vertu de l'article X ; ses survivants ne peuvent pas bénéficier de la prestation accordée en cas de décès en vertu de l'article VII ter.

5. Chaque organisation affiliée verse mensuellement à la Caisse, pour chacun des participants associés, soit une cotisation égale à 4,5 pour 100 du traitement mensuel soumis à retenue de l'intéressé, soit, à concurrence de 6 pour 100 dudit traitement, la cotisation que fixe le Comité mixte sur la base des évaluations actuarielles de la Caisse.

Les paragraphes 1 à 4 et 6 de l'article supplémentaire B ont été remaniés compte tenu des dispositions de l'article II et ont été insérés aussitôt après cet article en raison du lien étroit existant entre ces deux dispositions.

6. Toutes les autres dispositions des présents statuts qui sont compatibles avec le présent article s'appliquent, toutes choses égales d'ailleurs, aux participants associés comme aux participants. Le Comité mixte arrête les dispositions administratives nécessaires à l'application du présent article.

6. Toutes les autres dispositions des présents statuts qui sont compatibles avec le présent article s'appliquent, *mutatis mutandis*, aux participants associés comme aux participants.

Article III

VALIDATION DES SERVICES DONT LA RÉMUNÉRATION N'A PAS ÉTÉ SOUMISE À RETENUE

1. Un participant qui a été au service d'une organisation affiliée en qualité de fonctionnaire à temps complet et dont la participation à la Caisse était alors exclue en vertu de l'article II parce qu'il était entré en fonctions en vertu d'un contrat de moins d'un an, ou parce qu'il avait accompli moins d'un an de service, peut, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, demander dans l'année suivant la date où il acquiert la qualité de participant que ses services antérieurs soient inclus dans sa période d'affiliation dans la mesure où il verse à la Caisse, conformément au règlement administratif établi à cet effet par le Comité mixte, une somme ou des sommes égales aux contributions qu'il aurait versées s'il avait été assujéti aux présents statuts pendant la durée des services en question, majorées des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX et à condition qu'il y ait eu continuité de service. Aux fins du présent article, les interruptions de service ne dépassant pas trente jours ne sont pas considérées comme interrompant la continuité du service. La durée des interruptions de service n'est pas comptée dans la période d'affiliation.

Article III

VALIDATION DES SERVICES DONT LA RÉMUNÉRATION N'A PAS ÉTÉ SOUMISE À RETENUE

1. Un participant associé ou ancien participant associé qui acquiert la qualité de participant aux termes de l'article II peut, sous réserve des conditions énumérées aux paragraphes 4, 5 et 6 ci-dessous, demander, dans un délai d'un an, que soient incluses dans sa période d'affiliation :

a) La durée des services qu'il a accomplis alors qu'il avait la qualité de participant associé, pourvu qu'elle n'ait pas été interrompue par un intervalle ou des intervalles dépassant, au total, un an ;

b) La durée des services qu'il a accomplis en qualité de fonctionnaire à temps complet d'une organisation affiliée avant d'être admis à participer à la Caisse en qualité de participant associé, s'il ne remplissait pas alors les conditions requises à l'article II ou à l'article II bis pour être admis à la Caisse en qualité de participant ou de participant associé parce qu'il était nommé pour une période inférieure à un an ou parce qu'il avait accompli moins d'un an de service, à condition que la durée des services ainsi accomplis n'ait pas été interrompue par un intervalle dépassant trente jours, à condition que l'intervalle qui sépare le moment où l'intéressé perd la qualité de participant associé et celui où il acquiert celle de participant ordinaire ne dépasse pas deux ans.

2. Lorsqu'un fonctionnaire à temps complet qui ne remplissait pas les conditions requises pour être admis à la Caisse, parce qu'il était nommé pour une durée inférieure à un an ou parce qu'il avait accompli moins d'un an de service, est nommé pour une durée d'un an ou moins ou accomplit un an de service et remplit, par là même, les conditions requises à l'article II bis pour acquérir la qualité de participant associé, il ne peut demander que la durée des services qu'il a accomplis alors qu'il n'était pas admis à la Caisse soit incluse dans sa période d'affiliation qu'au moment où il acquiert ultérieurement, le cas échéant, la qualité de participant et conformément aux dispositions du paragraphe 1 ci-dessus.

Toutes les dispositions concernant la validation des services dont la rémunération n'a pas été soumise à retenue ont été rassemblées dans le nouveau texte de l'article III.

Article supplémentaire B

PARTICIPATION ASSOCIÉE

5. Lorsque, en vertu de l'article II, un participant associé peut être admis à la Caisse en qualité de participant, il a la faculté de demander, dans l'année qui suit sa participation, que la durée des services qu'il a accomplis en qualité de participant associé soit comptée dans sa période d'affiliation; cette validation est acquise dans la mesure où il verse à la Caisse, en une ou plusieurs fois, un montant égal à celui des cotisations qu'il aurait versées s'il avait été participant, plus les intérêts, au taux précisé à l'article XXIX. L'organisation affiliée désignée à cet effet, conformément aux arrangements conclus par les organisations affiliées, verse à la Caisse les sommes dont celle-ci a besoin pour faire face aux obligations résultant pour elle de l'allongement de la période d'affiliation, dans la mesure où ces obligations ne sont pas couvertes par les versements des participants et sous réserve qu'une organisation affiliée n'ait pas déjà fait le paiement voulu pour la période considérée.

3. Lorsqu'un fonctionnaire à temps complet, qui ne remplissait pas les conditions requises pour être admis à la Caisse parce qu'il était nommé pour une durée inférieure à un an ou parce qu'il avait accompli moins d'un an de service, reçoit une nomination qui lui donne le droit, en vertu de l'article II, d'acquiescer la qualité de participant, il peut, sous réserve des dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 ci-dessous, demander, dans un délai d'un an, que la durée des services qu'il a accomplis alors qu'il n'était pas admis à la Caisse soit incluse dans sa période d'affiliation, à condition que la durée desdits services n'ait pas été interrompue par un intervalle dépassant trente jours.

4. Pour exercer l'un quelconque des droits qui lui sont reconnus aux paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, le participant doit verser à la Caisse une somme ou des sommes égales aux contributions qu'il aurait versées pour la période ou les périodes considérées s'il avait eu la qualité de participant, majorées des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX. L'organisation affiliée désignée à cet effet, conformément aux arrangements conclus par les organisations affiliées, verse à la Caisse les sommes dont celle-ci a besoin pour faire face aux obligations résultant pour elle de l'allongement de la période d'affiliation, dans la mesure où ces obligations ne doivent pas être couvertes par les versements du participant.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus, un participant ne peut faire inclure dans sa période d'affiliation les services accomplis pendant une période où les conditions de sa nomination excluaient sa participation à la Caisse.

6. Pour ce qui est de l'Organisation des Nations Unies, les services antérieurs au 1er février 1946 ne peuvent être validés.

Article IV

PRESTATIONS DE RETRAITE

2. Avec l'autorisation du Comité mixte, tout participant, à l'exclusion de ceux dont la pension de retraite prévue à l'alinéa a, du paragraphe 1 ci-dessus est augmentée en application de l'alinéa b du paragraphe 1, peut, avant l'échéance du premier versement auquel il a droit au titre de sa pension de retraite, opter pour le versement d'une somme en capital qui ne peut dépasser le tiers de l'équivalent actuariel de la pension de retraite à laquelle il a droit; dans ce cas, sa pension de retraite est réduite dans une proportion correspondant au rapport existant entre cette somme en capital et l'équivalent actuariel de la pension avant qu'elle ait été réduite.

Article IV

PRESTATIONS DE RETRAITE

2. Avec l'autorisation du Comité mixte, tout participant, à l'exclusion de ceux dont la pension de retraite prévue à l'alinéa a du paragraphe 1 ci-dessus est augmentée en application de l'alinéa b du paragraphe 1, peut, avant l'échéance du premier versement auquel il a droit au titre de sa pension de retraite, opter pour le versement d'une somme en capital qui ne peut dépasser le plus élevé des montants ci-après: le tiers de l'équivalent actuariel de la pension de retraite à laquelle il a droit ou le montant dû en vertu du paragraphe 1 de l'article VII *ter*; dans ce cas, sa pension de retraite est réduite dans une proportion correspondant au rapport existant entre cette somme en capital et l'équivalent actuariel de la pension avant qu'elle ait été réduite.

Cet amendement garantit que la somme en capital qu'un participant peut retirer au moment où il prend sa retraite n'est pas inférieure aux cotisations qu'il a versées.

Article V

PRESTATIONS D'INVALIDITÉ

Sous réserve des dispositions de l'article XVI, tout participant qui, avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans, devient, de l'avis du Comité mixte, incapable de s'acquitter de fonctions correspondant à sa classe par suite d'une déficience physique ou mentale a droit, sous réserve des dispositions de l'article IX et tant que dure l'incapacité, à une pension d'invalidité payable selon les mêmes modalités que la pension de retraite et égale au cinquième de son traitement moyen final multiplié par le nombre d'années pendant lequel il a été affilié à la Caisse, jusqu'à concurrence de trente ans; cette pension d'invalidité ne sera pas inférieure à la plus faible des deux sommes ci-après:

- a) Le tiers du traitement moyen final;
- b) La pension de retraite à laquelle l'intéressé aurait eu droit s'il était resté en service jusqu'à l'âge de 60 ans et si son traitement moyen final était resté inchangé.

Article VI

ATTRIBUTION, SUSPENSION ET RÉDUCTION DE LA PRESTATION D'INVALIDITÉ

1. Le Comité mixte détermine, conformément à l'article V et aux modalités fixées par le règlement administratif établi en vertu des présents statuts, quand s'ouvre, pour un participant, le droit à pension d'invalidité. Toutefois, un participant ne peut recevoir de pension d'invalidité tant qu'il a droit à des versements d'un montant plus élevé en vertu des dispositions du statut du personnel qui lui sont applicables, sauf si ces versements sont effectués en vertu d'un régime d'indemnisation à raison d'une incapacité imputable à l'exercice de ses fonctions pour le compte d'une organisation affiliée.

2. Tant que le bénéficiaire d'une pension d'invalidité n'a pas atteint l'âge de 60 ans, le Comité mixte peut exiger la preuve que l'intéressé demeure frappé d'invalidité et décider, au vu des attestations fournies, s'il réunit encore les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité. Lorsque le Comité mixte décide que l'intéressé ne remplit plus les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité, il fait cesser le versement de cette pension après avoir donné, dans chaque cas, le préavis qu'il juge bon. Lorsqu'il cesse de recevoir sa pension d'invalidité et qu'il n'est pas rengagé par une organisation affiliée, l'intéressé a droit à un règlement de départ comme s'il avait cessé ses

Article V

PRESTATIONS D'INVALIDITÉ

Sous réserve des dispositions de l'article XVI, tout participant qui, avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans, n'est plus capable, de l'avis du Comité mixte, de remplir ses fonctions par suite d'une déficience physique ou mentale de caractère permanent ou de longue durée, a droit, sous réserve des dispositions de l'article IX et tant que dure l'incapacité, à une pension d'invalidité payable par mensualités et égale au cinquième de son traitement moyen final multiplié par le nombre d'années pendant lequel il a été affilié à la Caisse, jusqu'à concurrence de trente ans; cette pension d'invalidité ne sera pas inférieure à la plus faible des deux sommes ci-après:

- a) Le tiers du traitement moyen final;
- b) La pension à laquelle l'intéressé aurait eu droit s'il était resté en service jusqu'à l'âge de 60 ans et si son traitement moyen final était resté inchangé.

Article VI

ATTRIBUTION, SUSPENSION ET CESSATION DE LA PRESTATION D'INVALIDITÉ

1. Le Comité mixte détermine, conformément à l'article V ci-dessus et aux modalités fixées par le règlement administratif établi en vertu de l'article XXXVI, quand s'ouvre, pour un participant, le droit à prestation d'invalidité. Toutefois, un participant ne peut recevoir de prestations d'invalidité tant qu'en vertu des dispositions du statut et du règlement du personnel qui lui sont applicables, il a droit à un congé de maladie ou à un congé spécial, à traitement plein ou à demi-traitement.

2. Le bénéficiaire d'une prestation d'invalidité soumet, aux intervalles et de la manière que fixe le Comité mixte, la preuve qu'il demeure frappé d'invalidité et le Comité mixte réexamine son droit à prestation au vu des attestations fournies.

3. Si le bénéficiaire d'une pension d'invalidité ne soumet pas la preuve qu'il demeure frappé d'invalidité, dans les conditions prévues au paragraphe 2 du présent article, le Comité mixte suspend le versement de la prestation.

4. Si le Comité mixte juge que les attestations fournies ne sont pas concluantes, il peut suspendre le versement de la prestation en attendant d'en avoir reçu d'autres.

5. Si, à l'expiration du délai que le Comité mixte fixe, l'intéressé n'a pas fourni la preuve exigée au paragraphe 2,

Modifie la définition de l'invalidité à l'effet d'assurer la coordination entre une décision prise en application du Statut du personnel de mettre fin à l'engagement d'un participant ou d'un participant associé pour cause d'invalidité et une décision prise en application des statuts de la Caisse commune des pensions de lui accorder une pension d'invalidité. Le Comité mixte est d'avis que ces deux décisions devraient se fonder sur les mêmes constatations médicales. Le Comité interprète l'expression "n'est plus capable de remplir ses fonctions" comme s'appliquant au service dans une organisation affiliée.

Eclaircit le texte actuel par l'insertion de dispositions concernant la suspension des prestations à laquelle jusqu'à présent seul le règlement administratif se référait.

L'expression "congé spécial" figurant à l'article VI se rapporte, de l'avis du Comité mixte, au congé spécial accordé pour raisons de santé.

fonctions conformément aux dispositions de l'article X à la date à laquelle il a commencé à percevoir les prestations d'invalidité, sauf que le montant du règlement de départ qui aurait été accordé en vertu de l'article X est réduit du montant des prestations d'invalidité qu'il a perçues.

3. Le Comité mixte peut fixer des règles concernant la mesure et les conditions dans lesquelles une pension d'invalidité peut être réduite lorsque l'intéressé, bien que restant frappé d'invalidité aux termes des dispositions de l'article V, occupe néanmoins un emploi rémunéré.

Article VII

PENSION DE VEUVE (OU DE VEUVE INVALIDE)

7. En cas de décès d'un participant qui laisse plus d'une veuve, la pension payable en vertu du présent article est répartie également entre les veuves.

Disposition nouvelle.

Article VIII

PENSION D'ENFANT

4. Le droit à pension d'enfant n'est acquis qu'aux enfants à charge existant au moment où le participant a droit à une pension de retraite ou d'invalidité, ou au moment de son décès, étant entendu toutefois que, si la pension perçue du chef du participant est payable en vertu de l'alinéa d du paragraphe 3 de l'article X, le droit à pension d'enfant ne s'ouvre qu'à partir de la date à laquelle le participant atteint ou aurait atteint l'âge de 60 ans. Le Comité mixte définit ce qu'il faut entendre par "enfant à charge", eu égard aux dispositions du statut du personnel de l'organisation affiliée.

Article IX

CONDITIONS REQUISES POUR BÉNÉFICIER DE PRESTATIONS EN CAS D'INVALIDITÉ OU DE DÉCÈS

1. Avant d'admettre ou de réadmettre un fonctionnaire au bénéfice des prestations prévues à l'article V, au paragraphe 1 de l'article VII et au paragraphe 1 de l'article VII bis, le Comité mixte prescrit un examen médical dont les conditions seront fixées par le règlement adminis-

le Comité mixte peut faire cesser le versement de la prestation.

6. Si le Comité mixte décide que l'invalidité a disparu, il fait cesser le versement de la prestation après avoir donné le préavis qu'il juge bon.

7. Lorsqu'il cesse de recevoir sa prestation d'invalidité et qu'il n'est pas rengagé par une organisation affiliée, l'intéressé a droit à un règlement de départ comme s'il avait cessé ses fonctions conformément aux dispositions de l'article X à la date à laquelle il a commencé à percevoir les prestations d'invalidité, sauf que le montant du règlement de départ qui aurait été accordé en vertu de l'article X est réduit du montant des prestations d'invalidité qu'il a perçues.

8. Le Comité mixte peut fixer des règles concernant la mesure et les conditions dans lesquelles une prestation d'invalidité peut être réduite lorsque l'intéressé, bien que restant frappé d'invalidité aux termes des dispositions de l'article V, occupe néanmoins un emploi rémunéré.

Article VII

PENSION DE VEUVE (OU DE VEUVE INVALIDE)

7. En cas de décès d'un participant qui laisse plus d'une veuve, la pension payable en vertu du présent article est répartie également entre les veuves.

Disposition nouvelle.

Article VIII

PENSION D'ENFANT

4. Le droit à pension d'enfant n'est acquis qu'aux enfants à charge existant au moment où le participant a droit à une pension de retraite ou d'invalidité, ou au moment de son décès, étant entendu toutefois que, si la pension perçue du chef du participant est payable en vertu de l'alinéa d du paragraphe 3 de l'article X, le droit à pension d'enfant ne s'ouvre qu'à partir de la date à laquelle le participant atteint l'âge de 60 ans. Le Comité mixte définit ce qu'il faut entendre par "enfant à charge", eu égard aux dispositions du statut du personnel de l'organisation affiliée.

Article IX

CONDITIONS REQUISES POUR BÉNÉFICIER DE PRESTATIONS EN CAS D'INVALIDITÉ OU DE DÉCÈS

1. Avant d'admettre ou de réadmettre un fonctionnaire au bénéfice des prestations prévues à l'article V aux paragraphes 1 et 6 de l'article VII et au paragraphe 1 de l'article VII bis, le Comité mixte prescrit un examen médical dont les conditions seront fixées par le règlement adminis-

La suppression des mots "ou aurait atteint" à la sixième ligne du paragraphe 4 corrige une erreur matérielle commise lors de la refonte de l'article VIII le 1er avril 1961. L'idée était, dans le cas du participant qui prend sa retraite entre 55 et 60 ans et qui perçoit immédiatement une rente viagère, d'empêcher le versement de pensions d'enfant jusqu'à ce que le retraité ait atteint l'âge de 60 ans afin d'éviter qu'il ne bénéficie d'un traitement plus favorable que le participant qui demeure en fonctions jusqu'à l'âge normal de la retraite, 60 ans. Toutefois, il ne s'agissait nullement dans le cas du retraité qui décède avant d'avoir atteint l'âge de 60 ans, d'empêcher le versement de pensions d'orphelin avant la date à laquelle le participant défunt aurait atteint l'âge de 60 ans.

On a ajouté une référence au paragraphe 6 de l'article VII, que le texte actuel omettait par erreur.

Dans le texte anglais seulement, l'exception prévue dans la dernière phrase du paragraphe 2 se trouve explicitée.

trafic établi en vertu des présents statuts, à moins qu'il ne décide d'accepter les conclusions d'un examen médical précédemment subi par l'intéressé.

2. D'après les résultats de l'examen médical dont il est question au paragraphe 1 ci-dessus, le Comité mixte décide si l'intéressé sera admis immédiatement au bénéfice des prestations prévues à l'article V, au paragraphe 1 de l'article VII et au paragraphe 1 de l'article VII bis, s'il n'y sera admis qu'après cinq ans d'affiliation ou bien, lorsqu'il s'agit d'un ancien participant, s'il n'y sera admis qu'après cinq ans d'affiliation à compter de sa réadmission. Toutefois, aucun participant ne peut être privé des prestations prévues à l'article V, au paragraphe 1 de l'article VII et au paragraphe 1 de l'article VII bis lorsque l'invalidité ou le décès résulte directement d'un accident ou d'une maladie imputable au service dans une région insalubre. D'autre part, le survivant d'un participant, s'il a atteint l'âge de 60 ans, ne peut être privé des prestations prévues au paragraphe 1 de l'article VII ou au paragraphe 1 de l'article VII bis.

Article X

LIQUIDATION DES DROITS EN CAS DE DÉPÂT

3. Si le participant compte au moins cinq ans d'affiliation, il a le droit d'opter, à la date de cessation de ses fonctions, pour l'une des prestations suivantes :

a) Sous réserve du paragraphe 1 de l'article XII, une rente viagère avec effet différé jusqu'à ce qu'il ait 60 ans, égale au cinquième de son traitement moyen final multiplié par le nombre d'années pendant lequel il a été affilié à la Caisse, jusqu'à concurrence de trente ans, et assortie de pensions de survivant conformément au paragraphe 6 ci-dessous ;

b) Sous réserve du paragraphe 2 de l'article XII :

i) Une somme en capital égale aux montants prévus aux alinéas a, b et c du paragraphe 2 ci-dessus et

ii) Une rente viagère, avec effet différé jusqu'à ce qu'il ait 60 ans, d'une valeur égale à la différence entre le montant qu'il reçoit en capital et l'équivalent actuariel, à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, de la pension de retraite qui lui serait due à l'âge de 60 ans calculée en fonction de la période d'affiliation et du traitement moyen final de l'intéressé ; si la valeur de cette rente viagère à l'âge de 60 ans est inférieure à 300 dollars par an, l'intéressé a le droit de recevoir à la date à laquelle ses fonctions prennent fin, au lieu de cette rente, une somme en capital d'égale valeur actuarielle ;

trafic établi en vertu des présents statuts, à moins qu'il ne décide d'accepter les conclusions d'un examen médical précédemment subi par l'intéressé.

2. D'après les résultats de l'examen médical dont il est question au paragraphe 1 ci-dessus, le Comité mixte décide si l'intéressé sera admis immédiatement au bénéfice des prestations prévues à l'article V, au paragraphe 1 de l'article VII et aux paragraphes 1 et 6 de l'article VII bis, s'il n'y sera admis qu'après cinq ans d'affiliation ou bien, lorsqu'il s'agit d'un ancien participant, s'il n'y sera admis qu'après cinq ans d'affiliation à compter de sa réadmission. Toutefois, aucun participant ne peut être privé des prestations prévues à l'article V, aux paragraphes 1 et 6 de l'article VII et au paragraphe 1 de l'article VII bis lorsque l'invalidité ou le décès résulte directement d'un accident ou d'une maladie imputable au service dans une région insalubre. D'autre part, le survivant d'un participant, s'il a atteint l'âge de 60 ans, ne peut être privé des prestations prévues aux paragraphes 1 et 6 de l'article VII ou au paragraphe 1 de l'article VII bis.

Article X

LIQUIDATION DES DROITS EN CAS DE DÉPÂT

3. Si le participant compte au moins cinq ans d'affiliation, il a le droit d'opter, à la date de cessation de ses fonctions, pour l'une des prestations suivantes :

a) Sous réserve de l'article XII, une rente viagère avec effet différé jusqu'à ce qu'il ait 60 ans, égale au cinquième de son traitement moyen final multiplié par le nombre d'années pendant lequel il a été affilié à la Caisse, jusqu'à la concurrence de trente ans, et assortie de pensions de survivant conformément au paragraphe 6 du présent article ;

b) Sous réserve de l'article XII :

i) Une somme en capital égale aux montants prévus aux alinéas a, b et c du paragraphe 2 du présent article, et

ii) Une rente viagère, avec effet différé jusqu'à ce qu'il ait 60 ans, d'une valeur égale à la différence entre le montant qu'il reçoit en capital et l'équivalent actuariel, à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, de la pension de retraite qui lui serait due à l'âge de 60 ans calculée en fonction de la période d'affiliation et du traitement moyen final de l'intéressé ;

iii) Nonobstant les dispositions des sous-alinéas i et ii ci-dessus, lorsque le montant de la rente viagère payable avec effet différé en vertu de l'alinéa a du paragraphe 3 du présent article est inférieur à 300 dollars par an,

La modification apportée à l'alinéa b du paragraphe 3 garantit que le participant qui opte pour une somme en capital plus une rente viagère partielle avec effet différé ne bénéficie pas d'un traitement plus favorable que le pensionné en ce qui concerne le montant qu'il est autorisé à convertir.

une somme en capital d'égale valeur actuarielle, au lieu de cette rente, à la date à laquelle ses fonctions prennent fin.

c) Un versement définitif en capital qui liquidera tous ses droits en vertu des présents statuts et se composant :

- i) D'une somme en capital égale aux montants prévus au paragraphe 2 ci-dessus, majorée
- ii) Par année complète de service en sus de cinq ans, d'un montant égal à 10 p. 100 du montant prévu à l'alinéa *a* du paragraphe 2, jusqu'à concurrence du montant prévu à l'alinéa *a* du paragraphe 2.

d) Lorsque le participant se retire de la Caisse après avoir atteint l'âge de 55 ans et avant d'avoir atteint celui de 60 ans, une rente viagère immédiate égale en valeur actuarielle à la pension de retraite qu'il aurait perçue en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article IV s'il avait eu 60 ans à la date où ses fonctions ont pris fin, ainsi que toutes les prestations de survivant et options auxquelles le bénéficiaire d'une pension de retraite a droit en vertu des articles IV, IV bis, VII, VII bis, VII ter et VIII, étant seulement entendu que l'alinéa *b* du paragraphe 1 et le paragraphe 4 de l'article IV ne sont pas applicables.

4. Nonobstant les dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 3 ci-dessus, le participant affilié à la Caisse au 31 mars 1961 qui a droit par la suite à un versement définitif en capital en vertu de l'alinéa *c* du paragraphe 3 a le droit de recevoir, au lieu du montant prévu à l'alinéa *c* du paragraphe 3 et pour autant que le montant en soit plus élevé, les prestations ci-après :

a) Si ses fonctions prennent fin le 31 décembre 1966 au plus tard :

i) Le montant de la prestation de départ qu'il aurait perçue en capital si les statuts, les bases actuarielles et les autres dispositions qui étaient en vigueur le 31 mars 1961 l'étaient encore à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, auquel s'ajoutera

ii) Le montant dont ses propres contributions à la Caisse après le 1er avril 1961 dépassent celui des contributions qu'il aurait acquittées en vertu des statuts, des bases actuarielles et des autres dispositions en vigueur au 31 mars 1961, majoré des intérêts composés sur ladite différence au taux précisé à l'article XXIX ;

b) Si ses fonctions prennent fin à partir du 1er janvier 1967 :

i) Le montant de la somme en capital qu'il aurait reçue en vertu de l'alinéa *a* ci-dessus si ses fonctions avaient pris fin le 31 décembre 1966, auquel s'ajoutera

ii) Le montant de ses propres contributions à la Caisse entre le 1er janvier 1967 et la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, majoré des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX, ce montant étant majoré également d'une somme égale à 10 p. 100 par année complète

c) Un versement définitif en capital qui liquidera tous ses droits en vertu des présents statuts et se composant :

- i) D'une somme en capital égale aux montants prévus au paragraphe 2 du présent article, majorée
- ii) Par année de service en sus de cinq ans, d'un montant égal à 10 pour 100 du montant prévu à l'alinéa *a* du paragraphe 2, jusqu'à concurrence du montant prévu à l'alinéa *a* du paragraphe 2.

d) Lorsque le participant se retire de la Caisse après avoir atteint l'âge de 55 ans et avant d'avoir atteint celui de 60 ans, une rente viagère immédiate égale en valeur actuarielle à la pension de retraite qu'il aurait perçue en vertu de l'alinéa *a* du paragraphe 1 de l'article IV s'il avait eu 60 ans à la date où ses fonctions ont pris fin, ainsi que toutes les prestations de survivant et options auxquelles le bénéficiaire d'une pension de retraite a droit en vertu des articles IV, IV bis, VII, VII bis, VII ter et VIII, étant seulement entendu que l'alinéa *b* du paragraphe 1 et le paragraphe 4 de l'article IV ne sont pas applicables.

4. Nonobstant les dispositions de l'alinéa *c* du paragraphe 3 du présent article, le participant affilié à la Caisse au 31 mars 1961 qui a droit par la suite à un versement définitif en capital en vertu de l'alinéa *c* du paragraphe 3 a le droit de recevoir au lieu du montant prévu à l'alinéa *c* du paragraphe 3 et pour autant que le montant en soit plus élevé, les prestations ci-après :

a) Si ses fonctions prennent fin le 31 décembre 1966 au plus tard :

i) Le montant de la prestation de départ qu'il aurait perçue en capital si les statuts, les bases actuarielles et les autres dispositions qui étaient en vigueur le 31 mars 1961 l'étaient encore à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, auquel s'ajoutera

ii) Le montant dont ses propres contributions à la Caisse après le 1er avril 1961 dépassent celui des contributions qu'il aurait acquittées en vertu des statuts, des bases actuarielles et des autres dispositions en vigueur au 31 mars 1961, majoré des intérêts composés sur ladite différence au taux précisé à l'article XXIX ;

b) Si ses fonctions prennent fin à partir du 1er janvier 1967 :

i) Le montant de la somme en capital qu'il aurait reçue en vertu de l'alinéa *a* ci-dessus si ses fonctions avaient pris fin le 31 décembre 1966, auquel s'ajoutera

ii) Le montant de ses propres contributions à la Caisse entre le 1er janvier 1967 et la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, majoré des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX, ce montant étant majoré également d'une somme égale à 10 pour 100 par année de

Au sous-alinéa ii de l'alinéa *c* du paragraphe 3 et au sous-alinéa ii de l'alinéa *b* du paragraphe 4, le mot "complète" a été supprimé de manière à permettre que les calculs au titre de ces paragraphes soient effectués sur la base d'années et de mois de service, conformément aux règles prévues dans le règlement administratif.

de service en sus de cinq ans, que ce soit avant ou après le 1^{er} janvier 1967, jusqu'à concurrence d'une majoration maximum de 100 pour 100.

6. Au décès d'un ancien participant qui a opté pour une rente différée en vertu de l'alinéa a du paragraphe 3 ci-dessus :

a) S'il laisse une veuve qui était son épouse au moment où ses fonctions ont pris fin, une pension de veuve est due à celle-ci à compter de la date du décès du participant, pension dont le montant est calculé comme suit :

i) Si le décès survient après le versement de la première échéance de la rente, la pension de veuve est égale à la moitié du montant de cette rente ;

ii) Si le décès survient avant le versement de la première échéance de la rente, la pension de veuve est égale à la moitié du montant d'une rente qui, si elle avait été payable à l'ancien participant à compter de la date de son décès, aurait eu la même valeur actuarielle que la rente qu'il aurait perçue à l'âge de 60 ans ;

b) S'il ne laisse pas de veuve, mais laisse une mère ou un père à charge qui, au moment où ses fonctions ont pris fin, était reconnu comme personne à charge au second degré, une pension de personne à charge au second degré est due, dont le montant est calculé ainsi qu'il est prévu au sous-alinéa i ou au sous-alinéa ii de l'alinéa a ci-dessus, suivant le cas ;

c) Toute prestation de survivant payable en vertu des alinéas a et b ci-dessus est soumise aux mêmes conditions que si la prestation avait été due en vertu de l'article VII ou de l'article VII bis ;

d) Si le participant meurt avant le versement de la première échéance de la rente et ne laisse aucun survivant ayant droit à une prestation en vertu de l'alinéa a ou de l'alinéa b ci-dessus, un montant égal aux sommes prévues au paragraphe 2 ci-dessus, calculées à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, est versé au bénéficiaire qu'il aura désigné. Si l'ancien participant n'a pas désigné de bénéficiaire, s'il a révoqué la désignation qu'il avait faite ou si le bénéficiaire désigné est décédé avant le participant, cette somme est versée à la succession de l'ancien participant.

service en sus de cinq ans, que ce soit avant ou après le 1^{er} janvier 1967, jusqu'à concurrence d'une majoration maximum de 100 pour 100.

6. Au décès d'un ancien participant qui a opté pour une rente différée en vertu de l'alinéa a du paragraphe 3 ci-dessus :

a) S'il laisse une veuve qui était son épouse au moment où ses fonctions ont pris fin, une pension de veuve est due à celle-ci à compter de la date du décès du participant, pension dont le montant est calculé comme suit :

i) Si le décès survient après le versement de la première échéance de la rente, la pension de veuve est égale à la moitié du montant de cette rente ;

ii) Si le décès survient avant le versement de la première échéance de la rente, la pension de veuve est égale à la moitié du montant d'une rente qui, si elle avait été payable à l'ancien participant à compter de la date de son décès, aurait eu la même valeur actuarielle que la rente qu'il aurait perçue à l'âge de 60 ans ;

b) S'il ne laisse pas de veuve, mais laisse une mère ou un père à charge qui, au moment où ses fonctions ont pris fin, était reconnu comme personne à charge au second degré, une pension de personne à charge au second degré est due, dont le montant est calculé ainsi qu'il est prévu au sous-alinéa i ou au sous-alinéa ii de l'alinéa a ci-dessus, suivant le cas ;

c) Toute prestation de survivant payable en vertu des alinéas a et b ci-dessus est soumise aux mêmes conditions que si la prestation avait été due en vertu de l'article VII ou de l'article VII bis, étant entendu cependant que la disposition du paragraphe 4 de l'article VII ne s'applique pas ;

d) Si le participant meurt avant le versement de la première échéance de la rente et ne laisse aucun survivant ayant droit à une prestation en vertu de l'alinéa a ou de l'alinéa b ci-dessus, un montant égal aux sommes prévues au paragraphe 2 du présent article, calculées à la date à laquelle ses fonctions ont pris fin, est versé au bénéficiaire qu'il aura désigné. Si l'ancien participant n'a pas désigné de bénéficiaire, s'il a révoqué la désignation qu'il avait faite ou si le bénéficiaire désigné est décédé avant le participant, cette somme est versée à la succession de l'ancien participant.

7. Si, lors de la cessation de ses fonctions, le participant en fait la demande, le versement des prestations prévues au paragraphe 2 ou l'option pour l'une des prestations prévues au paragraphe 3 du présent article peut être différé pour une période de six mois. Si l'ancien participant meurt avant d'avoir exercé l'option prévue au paragraphe 3 du présent

L'addition proposée à la fin de l'alinéa c du paragraphe 6 vise à corriger une omission du texte actuel qui constituait une dérogation aux recommandations du Groupe d'étude du régime des pensions.

Le nouveau paragraphe 7 proposé vise à décharger les secrétaires des comités locaux de calculs et de formalités compliqués dans le cas du rengagement d'un ancien participant par une organisation affiliée dans les six mois de la cessation de ses fonctions.

article, il est considéré comme ayant choisi de recevoir la rente avec effet différé prévue à l'alinéa a du paragraphe 3.

Article XIII

RENGAGEMENT

Si un fonctionnaire, après avoir perdu la qualité de participant, la retrouve à la suite d'un nouvel engagement, les règles applicables, sous réserve des dispositions de l'article IX, sont les suivantes :

1. Si, au moment où il a cessé précédemment ses fonctions, le participant a demandé le versement d'une rente différée en vertu de l'alinéa a du paragraphe 3 de l'article X :

a) Si le versement de la rente n'a pas commencé, le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure à l'interruption lui est restitué et, lorsqu'il perd de nouveau la qualité de participant, ses prestations sont calculées en fonction de sa période d'affiliation totale ;

b) Si le versement de la rente a commencé, ce versement prend fin, et, s'il rembourse toutes les sommes qu'il a perçues au titre de ladite prestation, majorées des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX, le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure à l'interruption lui est restitué ; si le participant n'effectue pas ce remboursement, la somme en capital représentant, à la date où les versements ont cessé, l'équivalent actuariel de la pension interrompue est portée à son crédit, à titre de contribution supplémentaire, conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article XVIII.

2. Si, au moment où il a cessé précédemment ses fonctions, le participant a demandé le versement d'une somme en capital ainsi qu'une rente différée en vertu de l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article X :

a) Si, au moment où il retrouve la qualité de participant, le versement de la rente due en vertu du sous-alinéa ii de l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article X n'a pas commencé, il peut verser à la Caisse, suivant les modalités que le Comité mixte juge convenables, une ou plusieurs sommes correspondant au montant qu'il a reçu en vertu du sous-alinéa i de l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article X, majorées des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX :

i) Dans ce cas, le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure à l'interruption lui est restitué et, lorsqu'il perd de nouveau la qualité de participant, ses prestations sont calculées en fonction de sa période d'affiliation totale ;

ii) Dans le cas contraire, la rente due au titre de sa période d'affiliation antérieure ne commence à lui être versée que lorsqu'il perd de nouveau la qualité de participant, et son droit à de nouvelles prestations est déterminé uniquement en fonction de sa période d'affiliation après rengagement, étant toutefois entendu que le total des prestations qui lui ont été versées ou qui lui seront dues au titre de deux ou plusieurs périodes d'emploi ne dé-

Article XII

RENGAGEMENT

1. Si un ancien participant retrouve la qualité de participant en vertu de l'article II, les versements qui lui sont faits cessent.

2. Le bénéfice de la période d'affiliation antérieure lui est restitué à condition qu'il rembourse toutes les sommes qu'il a perçues en vertu de l'article X, majorées des intérêts composés au taux précisé à l'article XXIX, suivant les modalités que le Comité mixte juge convenables.

3. Si le participant n'effectue pas le remboursement prévu au paragraphe 2, le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure ne lui est pas restitué et

a) La somme en capital représentant, à la date où les versements ont cessé, l'équivalent actuariel de toute prestation interrompue est porté à son crédit à titre de contribution supplémentaire, conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article XVIII ;

b) Le total des prestations qui lui ont été versées ou qui lui seront dues au titre de deux ou plusieurs périodes d'emploi ne peut dépasser le montant des prestations qu'il aurait reçues si ses fonctions avaient été ininterrompues.

Le texte de l'article XII a été considérablement simplifié par suite des modifications apportées à d'autres articles connexes et de la suppression dans cet article de la réserve concernant le remboursement des versements en capital perçus en vertu de l'article X. Le Comité mixte a constaté que le Groupe d'étude du régime des pensions n'avait nullement recommandé une telle réserve et que sa mise en application le 1er avril 1961 avait sérieusement lésé nombre d'anciens participants réadmis après une courte interruption de fonctions, qui n'avaient pu se faire restituer le bénéfice de la période d'affiliation antérieure.

passera pas le montant des prestations qu'il aurait reçues si ses fonctions avaient été ininterrompues;

b) Si, au moment où il retrouve sa qualité de participant, il a commencé à percevoir la rente payable en vertu du sous-alinéa ii de l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article X, le versement de cette rente prend fin et les règles prévues à l'alinéa b du paragraphe 1 s'appliquent.

3. Si le participant a perçu un versement définitif en capital en vertu de l'alinéa c du paragraphe 3 de l'article X ou en vertu du paragraphe 4 de l'article X, ou s'il a perçu une somme en capital au lieu de la rente différée prévue à l'alinéa a ou à l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article X, son droit à de nouvelles prestations est déterminé uniquement en fonction de sa période d'affiliation après rengagement, étant toutefois entendu que le total des prestations qui lui ont été versées et qui lui seront dues au titre de deux ou plusieurs périodes d'emploi ne dépassera pas le montant des prestations qu'il aurait reçues si ses fonctions avaient été ininterrompues.

4. Si le participant bénéficiait d'une pension d'invalidité en vertu de l'article V, le versement de cette pension prend fin et :

a) Il est réadmis comme participant à la Caisse et le bénéfice de sa période d'affiliation calculée à la date à laquelle sa pension d'invalidité a pris effet lui est restitué;

b) En procédant à toute liquidation de ses droits en cas de départ dans les cinq années suivant sa réadmission à la Caisse, le Comité mixte peut tenir compte des sommes qui lui auront été versées à titre de pension d'invalidité, et le montant de la prestation de retraite qui pourrait lui être due dans l'année qui suit sa réadmission à la Caisse peut être ramené par le Comité mixte à un montant n'excédant pas le total de la pension d'invalidité qu'il avait perçue et de la pension de retraite acquise du fait de sa période d'affiliation depuis son rengagement.

Article XVIII

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES PARTICIPANTS

1. Outre les contributions retenues sur son traitement conformément aux dispositions de l'article XVI, tout participant peut, sous réserve de l'approbation du Comité mixte et aux conditions fixées par lui, déposer à la Caisse, par un ou plusieurs versements en capital, par des contributions plus élevées que les contributions normales ou par ces deux moyens réunis, une somme suffisante, pour lui donner droit à un complément de pension de retraite qui, s'ajoutant à la pension normale prévue par les présents statuts, lui assurera une pension de retraite dont le montant total n'excédera pas

Article XVIII

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES PARTICIPANTS

1. Outre les contributions retenues sur son traitement conformément aux dispositions de l'article XVI, tout participant peut, sous réserve de l'approbation du Comité mixte et aux conditions fixées par lui, déposer à la Caisse, par un ou plusieurs versements en capital, par des contributions plus élevées que les contributions normales ou par ces deux moyens réunis, une somme suffisante, pour lui donner droit à un complément de pension de retraite qui, s'ajoutant à la pension normale prévue par les présents statuts, lui assurera une pension de retraite dont le montant total n'excédera pas

Bien que le Comité mixte ne propose aucun amendement au paragraphe 1, il a examiné le cas des participants dont la pension de retraite totale, calculée conformément à la règle du maximum de 60 pour 100, dépasse toutefois 60 pour 100 du traitement moyen final à la date de la retraite du fait de certains éléments imprévisibles. Le Comité mixte a décidé qu'en pareil cas le participant pourrait opter entre deux solutions : percevoir la pension de retraite réelle si elle dépasse 60 pour 100 ou percevoir une pension de retraite égale à 60 pour 100 du traitement moyen final, plus une

somme en capital majorée des intérêts correspondants.

Les paragraphes 2 et 3 ont été clarifiés sur l'avis de l'actuaire-conseil.

60 pour 100 de son traitement moyen final. Ces contributions portent intérêt au taux que le Comité mixte fixera de temps à autre.

2. Ces contributions supplémentaires, majorées des intérêts, sont portées au crédit du compte de l'intéressé et sont destinées à lui assurer un prestation supplémentaire, qu'il commence à percevoir en même temps que toute prestation normale à laquelle il peut prétendre en vertu des présents statuts, ou, s'il meurt avant cette date, à assurer une prestation au survivant qu'il aura désigné à cet effet. La prestation supplémentaire est versée sous l'une des formes indiquées ci-après—de valeur actuarielle égale—au choix du participant ou, à défaut, au choix du survivant qu'il aura désigné comme bénéficiaire:

a) Une somme égale au montant des contributions volontaires, payable en une seule fois ou par versements échelonnés, majorée des intérêts accumulés jusqu'à la date où cette somme est versée.

b) Une rente viagère non réversible.

c) Une rente viagère réduite, étant entendu que, lors du décès du crédentier, la moitié de cette rente continuera à être versée, sa vie durant, à un survivant désigné à cet effet par le participant au moment du versement de la première échéance de la rente.

d) Une rente viagère réduite, avec l'assurance que le montant total des prestations versées au titre des contributions volontaires ne sera pas inférieur au montant inscrit au compte du participant au moment du versement de la première échéance de la rente.

Si le participant n'a désigné personne pour bénéficier après lui de cette prestation supplémentaire ou si la personne désignée est décédée avant lui, la somme en capital prévue à l'alinéa a ci-dessus est versée à la succession du participant.

3. Si un ancien participant qui a commencé à percevoir la rente prévue au présent article retrouve la qualité de participant, le versement de cette rente prend fin et la somme en capital représentant l'équivalent actuariel de ladite rente discontinuée est portée à son crédit aux termes du présent article, étant entendu, toutefois, que la valeur de la rente éventuelle à verser au survivant désigné conformément à l'alinéa c du paragraphe 2 n'est comptée dans cette somme en capital que si le participant établit que ladite personne est en vie et en bonne santé.

4. Tout participant qui a décidé de faire des contributions volontaires à la Caisse en vertu du présent article et qui y a été autorisé peut cesser à tout moment de faire des versements à ce titre, mais les contributions volontaires qu'il aura faites à la Caisse ne lui sont en aucun cas restituées avant qu'il perde la qualité de participant.

60 pour 100 de son traitement moyen final. Ces contributions portent intérêt au taux que le Comité mixte fixera de temps à autre.

2. Ces contributions supplémentaires et les sommes versées conformément aux dispositions de l'article XII, majorées des intérêts, sont portées au crédit du compte de l'intéressé et sont destinées à lui assurer une prestation supplémentaire payable de la même manière et en même temps que toute prestation normale à laquelle il peut prétendre en vertu des présents statuts; cette prestation supplémentaire représente l'équivalent actuariel du montant ainsi crédité au moment où la prestation est exigible.

3. Tout participant marié qui a versé des contributions conformément aux dispositions du présent article et qui a droit à une pension de retraite ou d'invalidité peut, avant de percevoir cette pension pour la première fois, demander, en échange de la prestation supplémentaire visée au paragraphe 2 du présent article, le versement, sa vie durant, d'une pension non réversible correspondant à l'équivalent actuariel de la prestation, y compris la pension de veuve qui, sinon, aurait été éventuellement due.

Un nouveau paragraphe 4 a été ajouté afin de préciser que les contributions volontaires ne sauraient être restituées.

ANNEXE V (fin)

Texte actuel

Article XXII

COMITÉ MIXTE

1. Le Comité mixte se compose de dix-huit membres, à savoir :

a) Six membres désignés par le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui en choisit deux parmi les membres élus par l'Assemblée générale, deux parmi les membres désignés par le Secrétaire général et deux parmi les membres élus par les participants ;

b) Douze membres désignés par les comités des pensions du personnel des organisations affiliées, conformément à une répartition fixée par une disposition du règlement administratif de la Caisse et assurant une représentation égale de chacun des trois groupes visés à l'article XX.

2. Le Comité mixte peut nommer un comité permanent qui agit en son nom lorsqu'il ne siège pas.

Texte proposé

Article XXII

COMITÉ MIXTE

1. Le Comité mixte se compose de vingt et un membres, à savoir :

a) Six membres désignés par le Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, qui en choisit deux parmi les membres élus par l'Assemblée générale, deux parmi les membres désignés par le Secrétaire général et deux parmi les membres élus par les participants ;

b) Quinze membres désignés par les comités des pensions du personnel des autres organisations affiliées, conformément à une répartition fixée par une disposition du règlement administratif de la Caisse et assurant une représentation égale de chacun des trois groupes visés à l'article XX.

2. Le Comité mixte peut nommer un comité permanent qui agit en son nom lorsqu'il ne siège pas.

La proposition tendant à faire passer de dix-huit à vingt et un le nombre des membres du Comité mixte assure à chaque organisation affiliée un siège au moins au sein de ce comité.

Observations

Règlement administratif modifié par le Comité mixte

NOTE. — Le texte ci-après a été approuvé par le Comité mixte le 4 mai 1962. Le Comité mixte a également adopté un certain nombre de modifications qui n'entreront en vigueur que si l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies adopte les amendements proposés par le Comité mixte aux articles V, VI et XXII des statuts. Les modifications en question concernent les dispositions D.12 à D.19 et le tableau qui accompagne la disposition E.1; ils figurent à leur place dans le texte ci-dessous.

SECTION A. — DÉFINITIONS

A.1 Aux fins du présent règlement administratif :

a) On entend par "Comité mixte" le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

b) On entend par "Caisse" la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies;

c) On entend par "statuts" les statuts de la Caisse;

d) On entend par "comité local" le comité des pensions du personnel d'une organisation affiliée;

e) On entend par "autorité compétente" le chef du secrétariat de chacune des organisations affiliées ou toute personne dûment désignée par lui aux fins de l'application du présent règlement;

f) On entend par "normes médicales" les normes médicales adoptées par le Comité mixte.

SECTION B. — PARTICIPATION À LA CAISSE

Admission de nouveaux participants ou participants associés

B.1 L'autorité compétente de chaque organisation avise le secrétaire du comité local intéressé chaque fois qu'un fonctionnaire remplit les conditions requises pour participer à la Caisse.

B.2 Le comité local intéressé enregistre l'admission des participants et participants associés à la Caisse.

B.3 A cette occasion, chaque participant et participant associé :

a) Fait en double exemplaire, sur une formule établie à cet effet, une déclaration dans laquelle il indique sa situation de famille et, dans le cas d'un participant, le nom du bénéficiaire ou des bénéficiaires désignés pour l'application des articles VII *ter* et X.6, d, des statuts;

b) Produit des pièces justifiant des renseignements donnés dans ladite déclaration et, en particulier, de sa date de naissance et, s'il y a lieu, de son mariage et de la date de naissance de son épouse et de ses enfants.

B.4 Un exemplaire de la déclaration est conservé par le secrétaire du comité local intéressé et joint à toute demande de prestation transmise au secrétaire du comité mixte. L'autre exemplaire est retourné au participant, ou participant associé, revêtu d'une mention valant accusé de réception.

B.5 La Caisse est en droit de faire fond sur l'exactitude des renseignements fournis par chaque participant, ou participant associé, et n'encourt aucune responsabilité financière du fait d'une mesure prise sur la foi de ces renseignements.

B.6 Le secrétaire de chaque comité local donne chaque mois au secrétaire du Comité mixte les renseignements voulus sur les participants et participants associés admis à la Caisse pendant le mois, touchant notamment leur situation de famille, et l'informe des modifications qui ont pu survenir dans la situation de famille des autres participants et participants associés.

De même, chaque participant ou participant associé fait connaître les modifications de cette nature qui le concernent (mariage, décès de l'épouse, divorce, remariage, naissance ou décès d'enfants).

B.7 Le secrétaire du Comité mixte présente à chaque session ordinaire dudit Comité un rapport sur l'admission de nouveaux participants ou participants associés.

B.8 Chaque participant ou participant associé est classé, le plus tôt possible, conformément à l'article IX des statuts, dans l'une des trois catégories médicales ci-après :

Catégorie 1. — Participant ne présentant aucune infirmité notable, d'ordre physique ou mental, qui pourrait accroître les risques de décès ou d'invalidité prolongée.

Catégorie 2. — Participant atteint d'une infirmité qui, sans être incurable, accroît le risque de décès ou d'invalidité prolongée.

Catégorie 3. — Participant atteint d'une infirmité incurable qui accroît le risque de décès ou d'invalidité prolongée.

B.9 Les participants ou participants associés classés dans la catégorie 1 sont immédiatement admis au bénéfice des dispositions des articles V, VII.1, VII.6 et VII *bis* 1 des statuts.

B.10 Les participants ou participants associés classés dans la catégorie 3 ne sont admis au bénéfice des dispositions des articles V, VII.1, VII.6 et VII *bis* 1 des statuts qu'après cinq ans d'affiliation.

B.11 Les participants ou participants associés classés dans la catégorie 2 ne sont admis au bénéfice des dispositions des articles V, VII.1, VII.6 et VII *bis* 1 des statuts qu'après cinq ans d'affiliation ou à plus bref délai si, leur infirmité ayant été corrigée de façon satisfaisante, ils viennent à être classés dans la catégorie 1.

B.12 Quand il recommande de classer un participant ou participant associé dans la catégorie 2, le médecin informe le comité local de la date à laquelle il a recommandé à l'intéressé de subir un nouvel examen médical.

B.13 Dans chaque cas, le comité local procède au classement médical sur la recommandation du médecin de l'organisation intéressée. Le participant ou participant associé et le secrétaire du Comité mixte sont immédiatement informés de toutes les décisions de classement médical.

B.14 La recommandation du médecin de l'organisation intéressée est formulée compte tenu des normes médicales adoptées par le Comité mixte et se fonde sur un examen médical effectué par ledit médecin ou par un praticien choisi par lui.

B.15 Le médecin de l'organisation intéressée peut fonder sa recommandation sur les résultats d'un examen médical que l'intéressé a subi avant son admission à la Caisse à la demande d'une organisation affiliée, à condition que ledit examen ne remonte pas à plus de 12 mois.

B.16 Avant de présenter sa recommandation au comité, le médecin fait connaître ses conclusions au participant ou participant associé s'il recommande de le classer dans la catégorie 2 ou la catégorie 3. Le participant ou participant associé peut demander au médecin, par écrit, de communiquer au comité local les renseignements médicaux dont il peut avoir besoin pour examiner en détail la question de son classement.

B.17 Le participant ou participant associé qui refuse de subir l'examen médical requis n'est admis au bénéfice des dispositions des articles V, VII.1, VII.6 et VII *bis* 1 des statuts qu'après cinq ans d'affiliation. Il peut toutefois subir l'examen médical et faire alors l'objet d'un reclassement.

B.18 Tout participant ou participant associé qui a été classé dans la catégorie 2 ou la catégorie 3 peut former un recours dans le délai d'un mois à compter du jour où il a reçu notification de la décision, selon les modalités prescrites à la section G.

- B.19 Les demandes de validation de services dont la rémunération n'a pas été soumise à retenue, formulées en vertu de l'article III des statuts, sont adressées au secrétaire du comité de l'organisation à laquelle appartient l'intéressé au moment de la demande; elles doivent être présentées dans un délai d'un an à compter de l'admission à la Caisse en qualité de participant. Le participant doit préciser la période de service qu'il désire faire valider.
- B.20 Une demande de validation formulée en vertu de l'article III des statuts ne peut être acceptée qu'après que l'autorité compétente de l'organisation ou des organisations affiliées intéressées a certifié que les conditions stipulées audit article III ont été remplies.
- B.21 Pour effectuer les versements prévus à l'article III des statuts, le participant est tenu de choisir l'une des modalités ci-après :
- a) Versement unique au moment de la notification du montant dû;
 - b) Mensualités égales pendant une période dont la durée ne peut dépasser celle des services que le participant fait valider; cette période, qui doit en tout cas se terminer avant que l'intéressé ait atteint l'âge de 60 ans, commence à la date où le participant est avisé du montant à verser;
 - c) Versement d'une partie sous la forme d'une somme globale, dans les conditions prescrites à l'alinéa *a* ci-dessus, le solde étant payable par mensualités égales dans les conditions prescrites à l'alinéa *b* ci-dessus. Les mensualités sont majorées des intérêts composés comme le prévoit l'article III des statuts et conformément à la disposition F.15 du présent règlement.
- B.22 L'organisation affiliée qui employait le participant pendant la période de service qu'il a décidé de faire valider en vertu de l'article III des statuts doit effectuer les versements dus par cette organisation en vertu dudit article.
- B.23 L'organisation affiliée effectue les versements prévus à l'article III suivant l'une des modalités ci-après :
- a) Sous la même forme que le participant, et à raison d'une somme égale au double de chacun de ses versements;
 - b) Sous la forme d'un versement unique égal au double du montant que le participant aurait versé en vertu de la disposition B.21, *a*, du présent règlement.
- B.24 Si, pour une raison quelconque, les versements visés aux alinéas *b* et *c* de la disposition B.21 du présent règlement sont interrompus ou non entièrement exécutés, avis du défaut de paiement est donné au participant qui, sauf à acquitter l'arriéré échü dans les délais spécifiés par ledit avis, perd dorénavant tous ses droits à faire valider la période en cause. En l'occurrence, la validation des services pour lesquels des versements ont été effectivement exécutés en vertu de la disposition B.21 ci-dessus reste acquise.

Rengagement

- B.25 Tout participant ou participant associé qui est réadmis à la Caisse après avoir cessé d'y participer fait l'objet d'un nouveau classement médical conformément à la procédure prévue pour les nouveaux participants à la disposition B.8 du présent règlement.
- B.26 Toutefois, tout participant classé antérieurement dans la catégorie 1 auquel, en vertu de l'article XII des statuts, le bénéfice de sa période d'affiliation est restitué, est reclassé dans la même catégorie sans nouvel examen médical à condition :
- a) Que sa période d'affiliation n'ait pas été interrompue pendant plus d'un an, ou
 - b) Qu'il ait été affilié pendant au moins cinq ans et que l'interruption de sa participation n'ait pas dépassé trois ans.

- B.27 Si un participant ou participant associé a cessé de participer à la Caisse du fait qu'une pension d'invalidité lui a été accordée, et s'il est réadmis au moment où ladite pension cesse de lui être versée il est reclassé dans la même catégorie, sans nouvel examen médical.
- B.28 Un ancien participant qui est rengagé et décide de se faire restituer le bénéfice de sa période d'affiliation antérieure conformément aux dispositions de l'article XII, en informe le secrétaire du comité local de l'organisation qui l'emploie. Le secrétaire du comité intéressé avise le secrétaire du Comité mixte.
- B.29 Le secrétaire du Comité mixte calcule le montant dû en vertu de l'article XII des statuts et indique au secrétaire du comité local le montant ainsi calculé.
- B.30 Avant de rembourser les sommes dues en vertu de l'article XII, le participant choisit l'une des modalités ci-après :
- a) Versement unique au moment de la notification du montant dû;
 - b) Mensualités égales pendant une période dont la durée ne peut dépasser celle de la période d'affiliation initiale d'après laquelle la prestation reçue a été calculée; cette période, qui doit, en tout cas, se terminer avant que l'intéressé ait atteint l'âge de 60 ans, commence à la date où le participant est avisé du montant à rembourser;
 - c) Versement d'une partie sous la forme d'une somme globale, dans les conditions prescrites à l'alinéa *a* ci-dessus, le solde étant payable par mensualités égales, dans les conditions prescrites à l'alinéa *b* ci-dessus. Les versements mensuels sont majorés des intérêts composés comme le prévoit l'article XII des statuts et conformément à la disposition F.15 du présent règlement.
- B.31 Si les versements visés aux alinéas *b* ou *c* de la disposition B.30 du présent règlement ne sont pas entièrement exécutés ou si l'intéressé cesse d'être participant avant de les avoir entièrement exécutés, les sommes déjà payées lui sont remboursées, majorées des intérêts.

Mutation entre organisations affiliées

- B.32 En cas de mutation d'un participant ou participant associé à une autre organisation affiliée, la procédure est la suivante :
- a) Le secrétaire du comité de l'organisation à laquelle appartenait le participant ou le participant associé avise le secrétaire du Comité mixte de la mutation opérée; il lui indique le nom et le matricule de l'intéressé ainsi que l'organisation à laquelle il a été muté;
 - b) Le secrétaire du comité de l'organisation à laquelle appartenait le participant ou le participant associé adresse sans délai au secrétaire du comité de l'organisation à laquelle le participant est muté :
 - i) Le dossier complet de l'intéressé jusqu'à la date effective de la mutation, avec l'indication la plus récente de sa situation de famille, de son traitement soumis à retenue et des cotisations versées pendant l'exercice financier en cours;
 - ii) Le nom des derniers bénéficiaires désignés par l'intéressé aux fins des articles VII *ter* et X.6, *d*, des statuts;
 - iii) Un état énumérant tous les faits (dates) d'état civil nécessaires à l'établissement des prestations, qui ont été vérifiés;
 - iv) Toutes autres pièces présentant une importance particulière pour la situation de l'intéressé ou pour ses droits éventuels à prestation en vertu des statuts, et notamment tous renseignements concernant une validation de services en vertu de l'article III quand cette validation n'est pas encore acquise, une restitution du bénéfice d'une période d'affiliation antérieure conformément à l'article XII, ou encore les cotisations volontaires versées au titre de l'article XVIII.

SECTION C. — CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES PARTICIPANTS

- C.1 Les demandes de versements de contributions volontaires, présentées en vertu de l'article XVIII des statuts, sont soumises au secrétaire du Comité mixte par l'entremise du secrétaire du comité de l'organisation à laquelle appartient le participant. Le secrétaire du comité intéressé communique au secrétaire du Comité mixte tous les renseignements nécessaires en vue de l'examen de la demande. Le Comité mixte peut déléguer à son secrétaire le pouvoir d'agréer les demandes de versement de cotisations volontaires, étant entendu que le secrétaire rendra compte au Comité permanent.
- C.2 Le plafond de la cotisation volontaire est déterminé de façon que la pension de retraite, ainsi majorée, payable lorsque l'intéressé prend sa retraite, à l'âge de 60 ans ou à un âge plus avancé, n'excède pas 60 p. 100 de son traitement moyen final. Lorsqu'un participant du sexe masculin est marié à la date à laquelle il demande à verser une contribution volontaire, le plafond de la cotisation qu'il peut verser est calculé sur la base d'une rente viagère comprenant une pension de réversion.
- C.3 Pour l'application des dispositions qui précèdent, le traitement moyen final est calculé au jour de la demande sur la base du traitement que l'intéressé reçoit à cette date et des augmentations de traitement dont il peut bénéficier dans la classe qui est alors la sienne.
- C.4 Les participants acquittent les versements prévus à l'article XVIII des statuts selon l'une des deux méthodes ci-après, ou une combinaison de ces deux méthodes :
- a) Sous la forme d'un ou de plusieurs versements en capital;
- b) Sous la forme de cotisations supplémentaires dont le montant ne peut être modifié qu'une fois par an.
- C.5 Les cotisations volontaires versées par un participant conformément aux dispositions de l'article XVIII sont majorées des intérêts composés, dans les conditions prévues à l'article XXIX.
- C.6 En cas de départ, lorsque la prestation normale est perçue sous la forme d'une somme en capital, ou en cas de décès, lorsqu'une prestation est payable en vertu de l'article VII ter des statuts, la prestation supplémentaire est constituée par la cotisation volontaire majorée des intérêts composés calculés à la date de la cessation de service.

SECTION D. — ATTRIBUTION ET PAIEMENT DES PRESTATIONS DE LA CAISSE

Octroi de prestations

- D.1 Aux termes de l'article XXIV, b, des statuts, le Comité mixte délègue à chaque comité local ses pouvoirs discrétionnaires en ce qui concerne l'octroi de prestations. En tout état de cause, un comité local ne peut, si ce n'est à l'unanimité, octroyer, refuser, suspendre ou faire cesser une pension d'invalidité ou une pension de veuf.
- D.2 S'il n'y a pas unanimité au sujet d'une pension d'invalidité ou si le secrétaire du Comité mixte n'a pas ordonné une prestation conformément à l'article XXIII, l'affaire est renvoyée pour décision au Comité mixte ou à son Comité permanent.

Calcul de toutes les prestations

- D.3 Pour déterminer si un participant compte les cinq années de service ouvrant droit à pension requises pour avoir droit à la liquidation de ses droits en cas de départ en vertu de l'article X.3 des statuts, ou pour déterminer le traitement moyen final en cas de décès ou d'invalidité d'un participant qui compte moins de cinq ans d'affiliation, on calcule le nombre effectif d'années, de mois et de jours de la période d'affiliation.
- D.4 Aux fins du versement de toutes les autres prestations, la période d'affiliation est calculée seulement en années et en mois. Un mois d'affiliation est considéré comme équivalant à un douzième d'année.

- D.5 Si des fractions de mois entrent en ligne de compte, les jours sont additionnés et convertis en mois conformément aux règles suivantes :

a) Pour une ou plusieurs périodes d'affiliation, les fractions de mois du début et de la fin de chaque période sont additionnées ;

b) Les jours sont convertis en mois selon les modalités suivantes :

i) Chaque tranche de 30 jours compte pour un mois ;

ii) Tout solde de 15 jours, ou davantage, compte pour un mois ; il n'est pas tenu compte des périodes plus courtes.

- D.6 Le traitement versé en remplacement du préavis de licenciement est considéré comme ouvrant droit à pension et la période correspondante est comprise dans la période d'affiliation. Toutefois, cette période n'est pas comprise dans la période d'affiliation, si l'intéressé le demande, à condition que sa demande soit reçue avant l'ordonnement du paiement de la prestation.

- D.7 Les versements à raison de congé non pris ne sont pas considérés comme ouvrant droit à pension, et la période correspondante n'est pas comprise dans la période d'affiliation.

- D.8 L'âge des participants ou participants associés est calculé en années et en mois depuis la date de leur naissance jusqu'à la date de leur cessation de service. Les jours en excédent de mois complets sont additionnés et toute période égale ou supérieure à 15 jours est considérée comme un mois ; il n'est pas tenu compte des périodes plus courtes.

- D.9 Nonobstant la disposition D.8 ci-dessus et sans préjudice de l'application de l'article XVI.5, a, des statuts, un participant est réputé avoir atteint l'âge de 60 ans si sa période d'affiliation comprend le jour de son soixantième anniversaire.

- D.10 Lorsqu'il est nécessaire de calculer des intérêts pour déterminer le montant d'une prestation, les calculs sont effectués conformément aux dispositions F.12, F.13 et F.14 du présent règlement.

Disposition particulière applicable aux pensions d'enfant

- D.11 Aux fins du paragraphe 4 de l'article VIII, un enfant est reconnu à charge lorsque le participant subvient régulièrement à son entretien. Le droit à une indemnité pour charges de famille aux termes du règlement ou du statut du personnel de l'organisation affiliée constitue la preuve suffisante de cet entretien régulier.

Dispositions particulières applicables aux pensions d'invalidité

- D.12 La procédure d'octroi des pensions d'invalidité est la suivante : l'autorité compétente d'une organisation affiliée,

* Si l'Assemblée générale modifie les articles V et VI des statuts de la Caisse comme l'a proposé le Comité mixte à sa onzième session, les dispositions D.12 à D.19 ci-dessus seront remplacées par les dispositions D.12 à D.16 ci-après :

- D.12 L'autorité compétente d'une organisation affiliée signale au secrétaire du comité local le cas de tout participant ou participant associé qui semble pouvoir avoir droit à une pension d'invalidité, lui communique tous les renseignements nécessaires et prend les mesures voulues pour la présentation des rapports médicaux dont le comité peut faire la demande.

- D.13 Une pension d'invalidité est payable à compter du lendemain du jour où le participant ou participant associé a épuisé tous les congés de maladie ou congés spéciaux, à plein traitement ou à demi-traitement, auxquels il a droit en vertu des dispositions du statut et du règlement du personnel applicables dans son cas.

- D.14 Lorsqu'il a été mis fin à l'engagement d'un participant ou participant associé pour des raisons autres que l'incapacité, pour raisons de santé, de remplir ses fonctions et qu'il réclame une pension d'invalidité, le comité local doit avoir la preuve que cette incapacité existait à la date où l'intéressé a cessé d'être au service de l'organisation. Toute demande de pension d'invalidité pré-

(suite de la note, page suivante)

quand il semble qu'un participant peut avoir droit à une pension, en avise le secrétaire du comité local, lui communique tous les renseignements nécessaires et prend les mesures voulues pour la présentation des rapports médicaux.

- D.13 Si un participant devient incapable de s'acquitter de ses fonctions par suite d'une déficience physique ou mentale et si l'on ne peut déterminer dans quelle mesure cette déficience est permanente, l'intéressé n'est pas considéré comme ayant droit à la pension prévue à l'article V des statuts avant l'expiration d'une période de neuf mois à compter de la cessation de travail. Toute pension d'invalidité accordée à l'expiration de cette période de neuf mois peut l'être, le cas échéant, avec effet rétroactif à compter de la date où l'intéressé a cessé d'être au service de l'organisation affiliée.
- D.14 Nonobstant la disposition D.13 ci-dessus, tout participant peut réclamer une pension d'invalidité en vertu de l'article V des statuts dès qu'il est mis fin à son engagement, lorsque ce licenciement résulte d'une déficience physique ou mentale qui l'empêche de s'acquitter de ses fonctions; toute pension d'invalidité accordée dans ces conditions est due à compter du licenciement.
- D.15 Lorsqu'un participant à l'engagement duquel il a été mis fin pour des raisons autres que l'invalidité réclame une pension d'invalidité, le comité local doit avoir la preuve qu'à la date où l'intéressé a cessé d'être au service de l'organisation, il ne pouvait s'acquitter de ses fonctions d'une manière satisfaisante par suite d'une déficience physique ou mentale. Toute demande de pension d'invalidité présentée dans ces conditions doit être soumise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'intéressé a cessé d'être au service de l'organisation. Toutefois, le Comité mixte peut, dans des circonstances exceptionnelles, prendre en considération une demande formulée après l'expiration de ce délai.
- D.16 L'acceptation d'une prestation de départ n'emporte pas l'interdiction de réclamer une pension d'invalidité; toute-

(suite de la note a)

sentée dans ces conditions doit être soumise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'intéressé a cessé d'être au service de l'organisation. Toutefois, le comité local peut, dans des circonstances exceptionnelles, prendre en considération une demande formulée après l'expiration de ce délai. S'il est fait droit à la demande et si une pension d'invalidité est accordée, toute somme payée antérieurement au titre de liquidation des droits en cas de départ doit être remboursée.

- D.15 Au moment où une pension d'invalidité est accordée ou réexaminée, le comité local, sur la recommandation du médecin de l'organisation, donne des instructions au sujet de la date du prochain examen médical. Le bénéficiaire d'une pension d'invalidité ne peut être astreint à subir d'examen médical après avoir atteint l'âge de 55 ans, sauf si le comité local vient à apprendre que l'intéressé a cessé d'être frappé d'invalidité, auquel cas le comité local peut exiger un nouvel examen médical et décider si l'intéressé remplit encore les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité.
- D.16 La suspension ou la cessation de la prestation d'invalidité en vertu du paragraphe 4 ou 6 de l'article VI devient effective trois mois après que le comité local a notifié à l'intéressé sa décision de suspendre ou de cesser la prestation, ou à la date de rengagement, si celle-ci précède.

fois, si cette pension est accordée, la prestation de départ doit être remboursée.

- D.17 Au moment où une pension d'invalidité est accordée, le comité local, sur la recommandation du médecin de l'organisation, donne des instructions au sujet de la date du prochain examen médical que devra subir le bénéficiaire de la pension.
- D.18 Le bénéficiaire d'une pension d'invalidité ne peut être astreint à subir d'examen médical après avoir atteint l'âge de 55 ans, sauf si le Comité mixte vient à apprendre que l'intéressé a cessé d'être incapable de s'acquitter de ses fonctions, auquel cas le Comité mixte peut exiger un nouvel examen médical et décider si l'intéressé remplit encore les conditions requises pour bénéficier d'une pension d'invalidité.
- D.19 Aux fins des statuts, les versements à raison de congé non pris ne sont pas considérés comme versements d'un montant plus élevé au sens de l'article VI desdits statuts.

Ordonnancement et paiement des prestations

- D.20 Tout participant qui a droit à une prestation est tenu de donner ses instructions de paiement, par écrit, au secrétaire du comité local intéressé qui transmet au secrétaire du Comité mixte.
- D.21 Le secrétaire de chaque comité local informe le secrétaire du Comité mixte de toutes les prestations accordées par le comité local et lui communique tous les renseignements pertinents concernant la prestation, y compris la date à laquelle s'est terminée la période d'affiliation. Chaque fois que l'attribution d'une prestation peut soulever des questions d'ordre médical, le médecin de l'organisation intéressée présente un rapport au médecin-conseil du Comité mixte.
- D.22 Le paiement de toutes les prestations est ordonné par le secrétaire du Comité mixte qui doit s'assurer que la décision d'accorder la prestation est conforme aux statuts et au règlement administratif de la Caisse, que les calculs sont exacts et que la prestation est versée au bénéficiaire légitime.
- D.23 La somme due au titre d'une liquidation des droits en cas de départ ne peut être versée qu'après le dernier jour de la période d'affiliation et après notification au secrétaire du Comité mixte de la date à laquelle s'est terminée la période d'affiliation, en application de la disposition D.21 ci-dessus.
- D.24 Toute prestation qui n'est pas payée sous la forme d'une somme en capital est versée mensuellement et d'avance le premier jour de chaque mois civil; si le bénéficiaire en fait la demande, la prestation peut être versée à terme échu tous les trois mois ou tous les six mois, les arrérages ne portant pas intérêt.
- D.25 Le secrétaire du Comité mixte exige, au moins tous les 12 mois, la preuve que le bénéficiaire est vivant ou que la veuve ne s'est pas remariée.

SECTION E. — ORGANES ADMINISTRATIFS DE LA CAISSE

Comité mixte de la Caisse commune des pensions

- E.1 a) Conformément à l'article XXII, le Comité mixte de la Caisse commune des pensions aura la composition indiquée dans le tableau ci-après ^b:

^b Voir note b à la p. 37.

I.	ONU:	6 membres	Comité des pensions du personnel de l'ONU: 2 membres du groupe élu par l'Assemblée générale. Comité des pensions du personnel de l'ONU: 2 membres du groupe nommé par le Secrétaire général. Comité des pensions du personnel de l'ONU: 2 membres du groupe élu par les participants.
II.	OIT: OMS: OMM, AIEA, IMCO, UIT:	2 membres 2 membres 2 membres	Comités des pensions du personnel: 2 membres du groupe élu par les organes correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU. Comités des pensions du personnel: 2 membres du groupe nommé par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées. Comités des pensions du personnel: 2 membres du groupe élu par les participants.
III.	FAO: UNESCO: OACI:	2 membres 2 membres 2 membres	Comités des pensions du personnel: 2 membres du groupe élu par les organes correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU. Comités des pensions du personnel: 2 membres du groupe nommé par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées. Comité des pensions du personnel: 2 membres du groupe élu par les participants.

Pour chaque institution spécialisée ou groupe d'institutions spécialisées figurant dans le tableau précédent, les groupes suivants seront représentés au cours des années indiquées ci-après:

	1962-1964	1964-1966	1966-1968	1968-1970
OIT	C-P	DG-P	C-DG	C-P
OMS	C-DG	C-P	DG-P	C-DG
OMM, AIEA, IMCO, UIT	DG-P	C-DG	C-P	DG-P
FAO	C-P	DG-P	C-DG	C-P
UNESCO	C-DG	C-P	DG-P	C-DG
OACI	DG-P	C-DG	C-P	DG-P

C = Conseil ou organe correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU.

DG = Directeur général.
P = Participants.

^b Si l'Assemblée générale modifie l'article XXII des statuts comme l'a proposé le Comité mixte à sa onzième session, le tableau ci-dessus sera remplacé par le tableau ci-après:

I.	ONU:	6 membres	Comité des pensions du personnel de l'ONU: 2 membres du groupe élu par l'Assemblée générale. Comité des pensions du personnel de l'ONU: 2 membres du groupe nommé par le Secrétaire général. Comité des pensions du personnel de l'ONU: 2 membres du groupe élu par les participants.
II.	OIT: OMS: FAO: UNESCO: OACI: AIEA:	2 membres 2 membres 2 membres 2 membres 2 membres 2 membres	Comités des pensions du personnel: 4 membres du groupe élu par les organes correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU. Comités des pensions du personnel: 4 membres du groupe nommé par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées. Comités des pensions du personnel: 4 membres du groupe élu par les participants.
III.	OMM: IMCO: UIT:	1 membre 1 membre 1 membre	Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe élu par les organes correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU. Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe nommé par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées. Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe élu par les participants.

Pour chaque institution spécialisée, ou groupe d'institutions spécialisées, figurant dans le tableau précédent, les groupes suivants seront représentés au cours des années indiquées ci-après:

	1964-1966	1966-1968	1968-1970	1970-1972
OIT	DG-P	C-DG	C-P	DG-P
OMS	C-P	DG-P	C-DG	C-P
FAO	DG-P	C-DG	C-P	DG-P
UNESCO	C-P	DG-P	C-DG	C-P
OACI	C-DG	C-P	DG-P	C-DG
AIEA	C-DG	C-P	DG-P	C-DG
OMM	C	DG	P	C
IMCO	DG	P	C	DG
UIT	P	C	DG	P

C = Conseil ou organe correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU.

DG = Directeur général.
P = Participants.

b) Le Comité mixte tient une session ordinaire une fois au moins par deux années à la date et au lieu fixés par lui ou par son Comité permanent.

- E.2 Avant chaque session ordinaire du Comité mixte, les secrétaires des comités locaux communiquent au secrétaire du Comité mixte le nom des personnes désignées par les comités locaux pour faire partie du Comité mixte conformément à l'article XXII.1, et le nom des personnes désignées par les comités locaux pour en faire partie à titre de membres suppléants. Les pouvoirs des membres du Comité mixte demeurent valables jusqu'à la session ordinaire suivante, à moins que le secrétaire du Comité mixte ne soit avisé qu'un comité local a modifié sa représentation.
- E.3 Le Comité mixte tient une session extraordinaire si son président ou si le Comité permanent en décide ainsi ou si sept membres au moins du Comité mixte en font la demande. Le Comité permanent décide de la date et du lieu des sessions extraordinaires.
- E.4 Pour toutes ses sessions, le Comité mixte est convoqué par le secrétaire agissant conformément aux instructions du Comité permanent. Toutes les questions proposées par l'un quelconque des membres du Comité mixte ou par l'un quelconque des comités locaux, un mois au moins avant l'ouverture de la session ordinaire, ou 14 jours au moins avant l'ouverture d'une session extraordinaire, sont inscrites par le secrétaire à l'ordre du jour provisoire et communiquées à chacun des membres du Comité mixte ainsi qu'aux secrétaires des comités locaux avec la documentation nécessaire. Le Comité mixte peut décider d'inscrire des questions nouvelles à l'ordre du jour soit à l'ouverture, soit au cours d'une session.
- E.5 Sous réserve des dispositions des statuts et du présent règlement, le Comité mixte établit son propre règlement

intérieur. Le quorum est constitué par la majorité des membres habilités à siéger au Comité mixte, à condition que deux membres au moins de chacun des trois groupes désignés ci-après soient présents:

- a) Représentants de l'Assemblée générale de l'ONU ou des organes correspondants des organisations affiliées;
- b) Représentants des autorités compétentes des organisations affiliées;
- c) Représentants des participants.

- E.6 Le Comité mixte prend ses décisions à la majorité des membres présents et votants.
- E.7 A l'ouverture de chaque session ordinaire, le Comité mixte élit son président et deux vice-présidents qui président les séances jusqu'à l'élection de leurs successeurs.
- E.8 Les comptes rendus analytiques de toutes les réunions du Comité mixte et de son Comité permanent sont établis sous la responsabilité du secrétaire et distribués le plus rapidement possible à tous les membres du Comité mixte et du Comité permanent ainsi qu'aux présidents et secrétaires des comités locaux.
- E.9 Les comités locaux des pensions du personnel peuvent être représentés par des observateurs à toutes les sessions du Comité mixte. Un comité ne peut être représenté par plus de deux observateurs et ces observateurs n'ont pas le droit de vote. Ils peuvent prendre la parole avec l'autorisation du président.

Comité permanent

- E.10 A chacune de ses sessions ordinaires, le Comité mixte désigne un Comité permanent comprenant neuf membres et neuf suppléants qu'il nomme parmi ses propres membres et suppléants ou parmi ceux des Comités des pensions du personnel. La représentation est organisée comme suit:

I.	ONU:	3 membres	Comité des pensions du personnel de l'ONU: 1 membre du groupe élu par l'Assemblée générale.
			Comité des pensions du personnel de l'ONU: 1 membre du groupe nommé par le Secrétaire général.
			Comité des pensions du personnel de l'ONU: 1 membre du groupe élu par les participants.
II.	OIT: OMS: AMM, AIEA, IMCO, UIT:	1 membre 1 membre 1 membre	Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe élu par les organes correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU.
			Comité des pensions du personnel: 1 membre du groupe nommé par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées.
			Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe élu par les participants.
III.	FAO: UNESCO: OACI:	1 membre 1 membre 1 membre	Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe élu par les organes correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU.
			Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe nommé par les chefs de secrétariat des institutions spécialisées.
			Comités des pensions du personnel: 1 membre du groupe élu par les participants.

Pour chaque institution spécialisée ou groupe d'institutions spécialisées figurant dans le tableau précédent, les groupes suivants seront représentés au cours des années indiquées ci-après:

	1962-1964	1964-1966	1966-1968	1968-1970
OIT	C	P	DG	C
OMS	DG	C	P	DG
AMM, AIEA, IMCO, UIT	P	DG	C	P
FAO	C	P	DG	C
UNESCO	DG	C	P	DG
OACI	P	DG	C	P

C = Conseil ou organe correspondant à l'Assemblée générale de l'ONU.

DG = Directeur général.
P = Participants.

- E.11 Si, entre deux sessions du Comité mixte, un membre ou membre suppléant du Comité permanent donne sa démission ou cesse d'être membre d'un comité des pensions du personnel, le Comité des pensions du personnel auquel il appartenait désigne un nouveau membre ou membre suppléant qui exerce ses fonctions jusqu'à la session suivante du Comité mixte.
- E.12 A la première session qu'il tient après la session ordinaire du Comité mixte, le Comité permanent élit son président et son vice-président.
- E.13 Le Comité permanent statue, au nom du Comité mixte, sur les cas individuels qui lui sont renvoyés et exerce un contrôle général sur les opérations de la Caisse. Il s'acquitte de toutes les autres fonctions que lui confie expressément le Comité mixte. A la demande du Comité mixte ou de l'un des comités locaux, le Comité permanent entame les travaux préparatoires touchant toutes questions de principe afin de permettre au Comité mixte d'étudier utilement les questions en cause à sa session suivante.
- E.14 Le Comité permanent présente au Comité mixte, lors de chaque session ordinaire, un rapport sur les mesures qu'il a prises depuis la session ordinaire précédente.
- E.15 Le Comité permanent se réunit sur convocation du secrétaire agissant sur les instructions du Président. Il se réunit lorsqu'une affaire concernant une prestation lui est renvoyée aux fins de décision par un comité local ou par le secrétaire, conformément à la disposition D.2 du présent règlement, ou sur la demande de trois de ses membres.
- E.16 Le quorum est constitué par cinq membres, à condition que les trois groupes représentés aux comités locaux en vertu des articles XX et XXI des statuts soient représentés. Le Comité permanent prend ses décisions à la majorité des membres présents et votants.
- E.17 Les dossiers et toute la correspondance du Comité permanent sont confidentiels et confiés à la garde du secrétaire du Comité mixte.

Médecin-conseil

- E.18 Le Comité mixte désigne un médecin-conseil pour l'assister dans l'examen des questions médicales.
- E.19 Afin d'assurer une application uniforme des normes médicales adoptées par le Comité mixte, le médecin-conseil et les médecins des organisations affiliées maintiennent une liaison permanente et régulière. Les médecins des organisations affiliées peuvent être invités par le médecin-conseil à fournir des renseignements sur la manière dont ils appliquent les normes médicales; ils fournissent sur demande au médecin-conseil les renseignements médicaux que le médecin-conseil juge pertinents.
- E.20 Le médecin-conseil présente à chaque session ordinaire du Comité mixte un rapport dans lequel il fournit un état complet sur le classement médical des participants et expose les renseignements médicaux qui influent sur l'octroi de prestations par la Caisse.

Comités locaux

- E.21 Le Comité des pensions du personnel de chaque organisation affiliée — ou comité local — a la composition prévue aux articles XX et XXI des statuts. Chaque comité local tient au moins une réunion ordinaire par an. Il tient une réunion extraordinaire soit sur la décision de son président, soit sur la demande de l'autorité compétente, soit sur la demande écrite de trois de ses membres. Le Comité mixte ou son comité permanent peuvent renvoyer une question à un comité local et demander la convocation d'une réunion extraordinaire. Dans ce cas, le Comité mixte ou son comité permanent peuvent se faire représenter à la réunion.
- E.22 Le quorum est constitué par la majorité des membres habilités à siéger, à condition que les trois groupes représentés au comité local en vertu des articles XX et XXI des statuts soient représentés. Sous réserve de la dis-

position D.1 du présent règlement, les comités locaux prennent leurs décisions à la majorité des membres présents et votants.

- E.23 A la première réunion ordinaire de l'année, chaque comité local élit son président.
- E.24 Chaque comité local peut nommer un comité intérimaire chargé d'expédier les affaires courantes lorsque lui-même ne siège pas. Chacun des trois groupes qui composent le comité local est représenté au comité intérimaire. A chaque session, le comité intérimaire rend compte au comité local de toutes les mesures qu'il a prises depuis la session précédente.
- E.25 Les comptes rendus analytiques de toutes les réunions du comité local de toutes les mesures qu'il a prises depuis sous la responsabilité du secrétaire, approuvés par les membres qui ont participé à la réunion et distribués le plus rapidement possible à tous les membres du comité local et au secrétaire du Comité mixte.
- E.26 Sous réserve des dispositions des statuts et du présent règlement, chaque comité local établit son propre règlement intérieur.

Secrétaires des comités locaux

- E.27 Sur la proposition de chaque comité local, l'autorité compétente de l'organisation affiliée intéressée nomme le secrétaire du comité et peut nommer un secrétaire adjoint.
- E.28 Les dossiers et toute la correspondance du comité local sont confidentiels et confiés à la garde du secrétaire du comité local.
- E.29 Les communications entre les participants et le secrétaire du Comité mixte sont normalement acheminées par l'intermédiaire des secrétaires des comités locaux. Néanmoins, dans des circonstances exceptionnelles, tout participant peut s'adresser directement au secrétaire du Comité mixte qui avise, le cas échéant, le secrétaire du comité local intéressé.
- E.30 Chaque comité local peut autoriser son secrétaire à approuver en son nom — sous réserve des mesures de contrôle qu'il arrêtera et des dispositions qu'il prendra pour qu'il lui soit rendu compte — toutes les demandes individuelles qui ne prêtent pas à discussion, y compris l'admission de nouveaux participants, les classements médicaux et toutes les prestations de la Caisse, sauf les pensions d'invalidité ou de veuf.

SECTION F. — PROCÉDURES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

Dépenses d'administration

- F.1 Le Comité mixte approuve, avant de le soumettre à l'Assemblée générale, l'état estimatif des dépenses d'administration qu'il devra engager.

Placements

- F.2 Le secrétaire présente au Comité mixte, à chacune de ses sessions ordinaires, un rapport sur la situation du portefeuille, avec l'indication du rendement et de l'échéance des valeurs.

Procédures financières générales

- F.3 L'exercice financier commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.
- F.4 Chaque organisation affiliée tient pour chacun de ses fonctionnaires qui participent à la Caisse un compte indiquant le montant de toutes les cotisations versées par l'intéressé, le montant du traitement soumis à retenue payable pendant l'exercice et la période d'affiliation pour laquelle les cotisations ont été versées.
- F.5 Chaque organisation affiliée communique au secrétaire du Comité mixte, dans les 14 jours qui suivent la fin de chaque mois civil, un état indiquant:
- a) Le total des cotisations retenues sur les traitements des participants au cours du mois écoulé en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article XVI des statuts;

b) Le total des cotisations dues par l'organisation affiliée en vertu des articles II *bis* et XVII des statuts;

c) Les autres cotisations dues par des participants ou par l'organisation affiliée en vertu des articles III, XII, XVI.7 et XVIII des statuts. Cet état est accompagné d'un chèque couvrant le montant des cotisations mentionnées aux alinéas a, b et c ci-dessus.

- F.6 Chaque organisation affiliée fournit à la Caisse dans un délai de 45 jours à compter du 30 septembre de chaque année (sur les formules et suivant la procédure prescrites de temps à autre par le Comité permanent ou par le secrétaire du Comité mixte en son nom) un état de fin d'exercice des cotisations de tous ceux qui ont été participants à un moment quelconque de l'exercice; dans cet état, les organisations indiquent pour chaque participant le traitement soumis à retenue perçu pendant l'exercice, le total des cotisations versées pendant l'exercice et la période d'affiliation correspondante. Les organisations affiliées signalent aussi les changements apportés au traitement soumis à retenue de chaque participant avec les dates de leur entrée en vigueur.
- F.7 Dans le cas d'un participant qui a quitté la Caisse pendant l'exercice, il convient d'inscrire dans l'état susvisé de fin d'exercice le montant exact de la cotisation tel qu'il a été signalé dans la notification de retrait envoyée au secrétaire du Comité mixte par le secrétaire du comité local intéressé.
- F.8 En plus de ces états, chaque organisation affiliée présente un compte d'apurement de fin d'exercice indiquant le total des cotisations versées par chacun des participants et par l'organisation affiliée ainsi que le total des sommes virées au compte de la Caisse au cours de l'exercice. Ce compte d'apurement est certifié exact par le fonctionnaire compétent des services financiers de l'organisation affiliée et accompagné, le cas échéant, d'un chèque couvrant le solde dont, d'après le compte d'apurement, l'organisation demeure débitrice à raison des opérations de l'exercice.
- F.9 Une fois éliminées, de concert avec les organisations affiliées, les divergences que les vérifications ont pu faire apparaître, le secrétaire du Comité mixte approuve les états de fin d'exercice. En cas de difficultés, le secrétaire soumet la question pour décision au Comité mixte ou à son comité permanent.
- F.10 Le secrétaire du Comité mixte tient, pour chacun des participants, un dossier qui contient le compte de toutes les cotisations versées par l'intéressé ainsi que d'autres renseignements pertinents concernant sa période d'affiliation, son traitement soumis à retenue, son âge, son classement médical et sa situation de famille.
- F.11 Le secrétaire du Comité mixte tient les livres de comptes nécessaires pour lui permettre de présenter au Comité mixte un rapport sur la situation financière de la Caisse à la fin de chaque exercice financier.

Calcul des intérêts

- F.12 Pour déterminer le montant des intérêts dus en vertu des articles III, VII *ter*, X, XII, XVI.6 et XVIII des statuts, les intérêts sont calculés et ajoutés au principal à la fin de chaque exercice financier.
- F.13 Les cotisations des participants à la Caisse pour un exercice ou fraction d'exercice donné portent intérêt pour ledit exercice ou fraction d'exercice à un taux moyen égal à la moitié du taux prévu à l'article XXIX des statuts.
- F.14 Pour le calcul des intérêts, les périodes égales ou supérieures à 15 jours sont considérées comme l'équivalent d'un mois; il n'est pas tenu compte des périodes plus courtes.
- F.15 Pour le calcul des mensualités qui comprennent l'intérêt sur la fraction non remboursée du principal dû en vertu des articles III, XII et XVI.7 des statuts, ledit intérêt est ajouté chaque mois au principal.

- F.16 Pour le calcul du traitement moyen final:

a) Il n'est pas tenu compte de la monnaie dans laquelle les cotisations ont été versées à la Caisse pendant les périodes d'affiliation antérieures à celle qui doit être prise en considération.

b) Lorsque le traitement soumis à retenue a été payé en une monnaie et les cotisations correspondantes versées en une autre monnaie, le traitement soumis à retenue pour chaque exercice ou fraction d'exercice à prendre en considération est converti dans la seconde monnaie, au taux de change auquel les cotisations pour cet exercice ou fraction d'exercice ont été converties pour être versées à la Caisse.

- F.17 Chaque fois que le traitement soumis à retenue est libellé, en vertu de l'article XXX.1 des statuts, dans une monnaie autre que celle dans laquelle les cotisations doivent être versées à la Caisse, la conversion des cotisations se fait au cours du change en vigueur à la date de l'échéance.
- F.18 Nonobstant la disposition F.17 du présent règlement en cas de validation de services antérieurs en vertu de l'article III des statuts, on calcule le traitement soumis à retenue en dollars des Etats-Unis—ou en toute autre monnaie choisie par le Comité mixte conformément à l'article XXX.1—au taux de change auquel l'organisation intéressée aurait fait la conversion au moment où le traitement a été versé.

SECTION G. — RECOURS

Recours contre une décision relative au classement médical

- G.1 Tout participant qui a été classé dans la catégorie 2 ou la catégorie 3 définies à la disposition B.8 du présent règlement peut, dans le délai d'un mois à compter du jour où il a reçu notification de la décision, demander au comité local intéressé de reconsidérer sa décision.
- G.2 Il est créé à cette fin une commission médicale comprenant trois médecins:
- a) Un médecin choisi par le participant;
 - b) Le médecin de l'organisation ou un praticien désigné par lui;
 - c) Un troisième médecin choisi par les deux médecins visés aux alinéas a et b ci-dessus et qui ne peut être le médecin d'une organisation affiliée.
- G.3 La commission médicale rend compte au comité local qui prend une décision définitive. Lorsque la décision définitive du comité local modifie le classement attribué au requérant, les honoraires et les frais accessoires des médecins sont à la charge de l'organisation affiliée. Dans le cas contraire, le participant doit rembourser les honoraires et les frais accessoires du médecin qu'il a choisi ainsi que la moitié des honoraires et des frais du troisième membre de la commission médicale. L'organisation intéressée supporte la fraction des frais qui n'est pas à la charge du participant.

Recours contre une décision relative à une pension d'invalidité

- G.4 Tout participant ou tout bénéficiaire peut demander à l'autorité qui a pris une décision relative à une pension d'invalidité de revoir les conclusions médicales sur lesquelles se fondait la décision et de reconsidérer celle-ci sous cet aspect. Cette demande est adressée au secrétaire du Comité mixte si la décision a été prise par le Comité permanent, au secrétaire du comité local intéressé si la décision a été prise par un comité local. La demande doit être présentée dans le délai d'un mois à compter du jour où le participant a reçu notification de la décision.
- G.5 Il est procédé à cette fin à la constitution d'une commission médicale comprenant trois médecins:
- a) Un médecin choisi par le participant;
 - b) Le médecin de l'organisation ou le médecin-conseil de la Caisse ou un praticien désigné par lui;

c) Un troisième médecin choisi par les deux médecins visés aux alinéas *a* et *b* ci-dessus et qui ne peut être le médecin d'une organisation affiliée.

- G.6 La commission médicale rend compte au comité local (ou au comité permanent) qui prend une décision définitive.
- G.7 Lorsque la décision définitive modifie la décision contestée, les honoraires et les frais accessoires sont à la charge de l'organisation intéressée (ou de la Caisse des pensions). Dans le cas contraire, le participant doit rembourser les honoraires et les frais accessoires du médecin qu'il a choisi ainsi que la moitié des honoraires et des frais du troisième membre de la commission médicale. La fraction des frais qui n'est pas à la charge du participant est supportée suivant le cas par l'organisation intéressée ou par la Caisse.

Recours contre une décision relative à une pension de veuf

- G.8 Tout veuf à qui le versement d'une pension a été refusé pour le motif qu'il n'était pas dans l'incapacité totale et permanente, physique ou mentale, de subvenir à ses besoins peut demander à l'autorité qui a rejeté sa demande de reconsidérer sa décision. La procédure applicable est la procédure décrite à la disposition G.1 ci-dessus.

Recours contre les décisions des comités locaux

- G.9 Tout fonctionnaire d'une organisation affiliée et toute autre personne qui, du fait de la participation à la Caisse

d'un fonctionnaire d'une organisation affiliée, peut justifier de droits résultant des statuts de la Caisse, peuvent demander la révision d'une décision prise dans leur cas par un comité local. La demande de révision est soumise par écrit au secrétaire du comité local dans le délai d'un mois à compter du jour où l'intéressé a reçu notification de la décision contestée.

- G.10 Le Comité local intéressé prend une décision sur la demande de révision dans les deux mois du dépôt de la requête. Un recours contre cette décision peut être formé devant le Comité mixte.
- G.11 Si, à l'expiration du délai de deux mois à compter du dépôt de la demande de révision, le comité local n'a pris aucune décision, le secrétaire du comité local soumet la demande au comité mixte pour décision.

SECTION H. — DISPOSITIONS DIVERSES

- H.1 Toutes les questions concernant l'interprétation des statuts et du présent règlement sont renvoyées au Comité mixte pour décision.
- H.2 Le Comité mixte peut modifier le présent règlement à condition que tous ses membres, ainsi que les présidents et secrétaires des comités locaux, aient reçu notification de la proposition d'amendement au moins un mois à l'avance, ou que l'amendement soit adopté à l'unanimité par les membres du Comité mixte.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTE"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Alsina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.
LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BUCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-
FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA
DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Cagancha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edf. Gallpán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,
Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,
Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras
et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THƯ
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saïgon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, 1.

B. WÜLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES
DE LA PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11. Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V°).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA
SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSSCH-
SCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-
HANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ČESKOSLOVENSKÝ
SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaja Plochtchad, Moskva.

YUGOSLAVIE:
ČANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenja.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,
Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,
Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK
COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

OCÉANIE

AUSTRALIE: MELBOURNE UNIVERSITY
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

NOUVELLE-ZÉLANDE: UNITED NATIONS
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND
C. P. O. 1011, Wellington.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes, ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).